



Tirage/Auflage/Tiratura: 10'000

JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

# LSCV

Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux  
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres  
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Trimestriel - No 63 /// Mars /// März // Marzo 2019

Fribourg - 27 avril 2019

## Journée internationale pour l'abolition de l'expérimentation animale

Grand rassemblement sur la Place Georges-Python et manifestation pour la libération des singes de l'université de Fribourg et de tous les animaux !

Rejoignez-nous à partir de 11h00. Stands d'associations, animations jusqu'à 17h00. Défilé à 14h00 dans les rues jusqu'aux laboratoires de l'Université de Pérrolles qui expérimente des singes.

Venez nombreux !

Contenu en Français,  
p. 2 - 17



Freiburg - 27. April 2019

## Internationaler Tag zur Abschaffung der Tierversuche

Grosse Kundgebung auf der Place Georges-Python und Demonstration für die Freiheit der Affen der Universität Freiburg und aller Tiere!

Beginn: 11.00 Uhr. Infostände von Tierschutzorganisationen, Unterhaltung bis 17.00 Uhr. Ab 14.00 Uhr Protestmarsch bis zum Unistandort Pérrolles, wo Affenversuche durchgeführt werden.

Wir hoffen auf viele Teilnehmerinnen und Teilnehmer!

Inhalt Deutsch  
S. 18 - 33

Friborgo - 27 aprile 2019

## Giornata mondiale per l'abolizione della sperimentazione animale

Grande raduno sulla Place Georges-Python e manifestazione per la liberazione delle scimmie dell'Università di Friborgo e di tutti gli animali! Unitevi a noi a partire dalle 11.00. Stand di associazioni, animazioni fino alle 17.00. Corteo alle 14.00 per le strade della città fino all'Università di Pérrolles che sperimenta scimmie.

Venite numerosi !

Contenuto in italiano, p. 34 – 48

# Mémento

## Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance.  
Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations.

Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

## Un immense merci !

## Personnes de contact

*Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?*

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : [l.fournier@lscv.ch](mailto:l.fournier@lscv.ch)

*Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?*

**Pour la Suisse alémanique,** contactez (en allemand) notre Vice-président Benjamin Frei : [b.frei@lscv.ch](mailto:b.frei@lscv.ch)



**Pour la Suisse romande,** contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et Paul Ecoffey : [actions@lscv.ch](mailto:actions@lscv.ch)



*Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ?* Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



*Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ?* Contactez [petfood@lscv.ch](mailto:petfood@lscv.ch)

*Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ?* Contactez [info@animaux-parlement.ch](mailto:info@animaux-parlement.ch)

## Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

## Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

### Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex  
T 0041 (0)22 349 73 37  
[admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

### Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

## En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

### Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

### IMPRESSIONUM Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

**Impression :** sur papier recyclé 80 gm<sup>2</sup> /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

## Cotisations et dons

### Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6  
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

### Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2  
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC : POFICHBEXXX

**Institut :** PostFinance, Nordring 8,  
3030 Bern

**Titulaire :** Ligue Suisse contre  
l'expérimentation animale et pour  
les droits des animaux

**Adresse :** Case postale 148,  
1226 Thônex

## Librairie café LSCV Happy Books

Ouvert du lundi au samedi,  
9h00 - 19h00. Cuisine 100% végane.  
Rue Hans-Geiler 2  
1700 Fribourg  
026 321 12 67  
[happybooks@lscv.ch](mailto:happybooks@lscv.ch)

## Services pour les membres

### Liste des cosmétiques non testés sur les animaux

Télécharger en ligne notre liste mise à jour dans la rubrique «cosmétiques»  
Pour la recevoir au format papier,  
contactez le bureau LSCV.

### Information militante

De nombreux flyers, dépliants,  
autocollants et autre matériel  
d'information peuvent vous être  
envoyés gratuitement. Contactez  
nous. Liste du matériel : rubrique  
«édition» [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

# Édito

Chers Membres,  
chères amies et chers amis de la Ligue,  
Chères lectrices et chers lecteurs,

Nous avons le plaisir de vous inviter à notre prochaine Assemblée Générale qui se déroulera le samedi 20 avril 2019, avec cette fois-ci un petit changement au niveau de son organisation. L'Assemblée se tiendra en pleine campagne genevoise, sur un terrain aménagé de 2'600m<sup>2</sup> que la LSCV a généreusement reçu en legs.

En mémoire de notre généreuse membre et donatrice, le comité a souhaité consacrer ce terrain à l'accueil d'animaux dits « de rente », les grands oubliés de la protection animale. Et d'en faire un lieu de sensibilisation, pour que ces animaux obtiennent enfin l'attention et le respect du grand public. Combien de personnes savent qu'un cochon est tout aussi intelligent qu'un chien et qu'il s'agit d'un animal extrêmement affectueux et sensible ? Quelle cruauté que d'accepter de le détenir en halle industrielle dans des conditions misérables et de l'envoyer à la mort dans le stress et la peur, uniquement parce qu'on le considère comme source d'alimentation.

Un projet pédagogique sur ce terrain est en train de se mettre en place par un groupe de bénévoles. Il comprendra l'accueil et les soins des animaux, et des activités organisées pour des groupes d'enfants. Plusieurs écoles et collèges ont déjà manifesté leur intérêt pour que leurs élèves participent à ces journées de sensibilisation.

C'est donc ce projet que le Comité souhaite vous présenter, en organisant notre prochaine Assemblée sur cette parcelle aménagée. Et puisque ce lieu est l'endroit idéal pour réunir nos membres, nous souhaiterions également avoir la possibilité d'y organiser d'autres Assemblées. Mais pour nous assurer les meilleures conditions climatiques possibles, il est nécessaire de modifier nos statuts afin que nous puissions décaler aux beaux jours nos Assemblées. Raison pour laquelle nous proposerons lors de notre prochaine Assemblée Générale que celles-ci puissent dorénavant se tenir jusqu'au 30 juin de chaque année, en remplacement de la date limite fixée actuellement au 30 avril.

**L e 27 avril prochain aura lieu un grand rassemblement à Fribourg à l'occasion de la Journée mondiale contre l'expérimentation animale.** Nous aurons le plaisir de vous y accueillir dès 11h avec de nombreuses autres organisations. A 14h, une marche se dirigera vers l'Université de Fribourg qui expérimente sur des singes depuis de nombreuses années. **Rejoignez-nous et partagez cet événement, nous avons besoin de votre présence !**

Dans l'attente du plaisir de vous retrouver, nous vous adressons nos meilleures pensées.

Luc Fournier  
Président



## +++ Agenda +++

### 13-14 avril 2019 - Fribourg

Sa 13 : 9h - 23h / Di 14 : 9h - 17h - Stand LSCV-Happy Books  
Green Wave Festival  
Blue FACTORY, Passage du Cardinal 1, 1700 Fribourg

### 16 avril 2019 - Zürich

18h - ETH - Chaîne humaine - Stop aux expériences sur les singes

### 20 avril 2019 - Genève

14h00 - Assemblée générale de la LSCV  
Terrain LSCV - A.Vuffray, route de Grenand, 1285 Avusy

### 27 avril 2019 - Fribourg

11h00 - 17h00 - Journée internationale pour l'abolition de l'expérimentation animale - Stands d'informations et d'alimentation, village associatif d'organisations de protection des animaux et manifestation.  
Place Georges-Python, proche de la gare de Fribourg



### 13 mai 2019 - Zürich

18h - Université de Zürich - Chaîne humaine - Stop aux expériences sur les singes

### 11 juin 2019 - Zürich

18h - ETH - Chaîne humaine - Stop aux expériences sur les singes

Venez nombreuses et nombreux participer à nos actions !  
Nous avons besoin de votre présence !

## Modification de l'article 2 des statuts LSCV

A l'occasion de notre dernière Assemblée générale le 28 avril 2018, les membres présents avaient accepté à l'unanimité de soumettre à la prochaine assemblée une modification de nos statuts, visant à introduire la protection de la nature et de l'environnement dans les buts et objectifs de la LSCV.

Cette décision fait suite à plusieurs cas où des tirs illégaux d'animaux sauvages ont été autorisés par une autorité cantonale. La LSCV n'a pas eu le droit juridiquement de s'opposer à ces décisions. Un droit de recours est accordé uniquement aux organisations suisses, qui ont pour but statutaire, entre autre, la protection de la nature et de l'environnement.

Le problème a surtout été qu'aucune des organisations de protection de la nature que la LSCV a sollicité n'a accepté de contester ces tirs. Bien que la LSCV ait annoncé prendre en charge les frais juridique. Des animaux ont donc été abattus, inutilement, de façon illégale, sans qu'il n'ait été possible de l'empêcher. C'est pour que la LSCV puisse à l'avenir agir que cette modification des statuts est soumise à l'approbation de ses membres.

## Stop aux expérimentations sur les primates à l'Université et l'ETH de Zürich

Plusieurs chaînes humaines ont été organisées à Zürich depuis la reprise des expériences sur les singes par l'Université et l'ETH. Les derniers happenings ont eu lieu les 25 février et 18 mars passés devant l'ETH. Les prochains rassemblements auront lieu les 16 avril (ETH), 13 mai (Université) et 11 juin (ETH).

Rejoignez-nous nombreux, nous avons besoin de votre présence !



## Air France-KLM envoie des singes à la mort

### Reprise de la campagne contre les transports de singes par Air France-KLM

Après deux années d'interdiction, une première manifestation a été autorisée le 10 février 2019 à l'aéroport de Zürich. Si le rassemblement avait été limité à 25 manifestants par la police, le déploiement des banderoles et l'activisme des participants ont permis de nous faire entendre auprès de nombreux voyageurs. Sans transport par avion, il n'y a plus de primates dans les laboratoires européens. Sur pression du public, la plupart des autres compagnies ont stoppé ce commerce.



### Parlement fédéral

## Nouvelle offensive contre le foie gras, la fourrure et autres cruautés envers les animaux



La conseillère nationale UDC saint-galoise Barbara Keller-Inhelder a déposé au Parlement fédéral le 14 décembre 2018 la motion 18.4309, visant à empêcher l'importation de produits d'origine animale dont la fabrication est interdite en Suisse.

Pour s'assurer d'un soutien le plus large possible, la motion a été co-signée par 43 conseillers nationaux issus de la plupart des partis représentés au Parlement fédéral. En cas de rejet, l'initiative populaire fédérale rédigée par l'Alliance Animale Suisse et qui vise un même objectif pourrait être lancée au printemps prochain.

Si un objet similaire avait déjà été rejeté en novembre 2017 par le Conseil des Etats, cette motion semble cette fois-ci obtenir plus de soutien de la part de nos élus. Mais nous ne pouvons pas continuellement compter sur le temps pour que la situation évolue favorablement pour les animaux.

En octobre 2019, nous renouvellerons entièrement notre Parlement fédéral pour 4 ans.

Nous avons besoin de vous pour contribuer à l'élection de candidat-e-s qui s'engagent pour les animaux !

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef?AffairId=20184309>

# La Cour suprême valide l'interdiction du foie gras en Californie

Suite à une longue bataille juridique entre producteurs, restaurateurs et défenseurs des animaux, la Cour suprême des Etats-Unis a confirmé le 7 janvier 2019 l'interdiction du foie gras en Californie.

La loi avait été adoptée en 2004 au motif de la lutte contre la cruauté infligée aux animaux. Elle prévoit une amende de 1'000 dollars en cas d'infraction.

Entrée en vigueur en 2012, elle avait été suspendue par la justice en 2015.

Des producteurs de foie gras et un restaurateur californien avaient saisi la Cour suprême en plaidant qu'un Etat ne pouvait pas interdire un produit autorisé au niveau fédéral.

La France, premier producteur mondial de foie gras, lequel est inscrit au patrimoine gastronomique et culturel, avait apporté son soutien aux recourants en estimant que la loi californienne était une agression sur la tradition française.



## Votation pour des droits fondamentaux aux primates

Les citoyens de Bâle-Ville pourront voter sur l'inscription des droits fondamentaux pour les primates dans la constitution cantonale

Lancée en juin 2016, l'initiative avait été invalidée par le Grand Conseil de Bâle-Ville à la raison qu'accorder des droits fondamentaux à des primates non humains contredisait le droit fédéral. Les députés socialistes et Verts avaient demandé que la Cour d'appel soit saisie du cas en tant que Cour constitutionnelle, mais la majorité des députés avait refusé cette solution.



Ce sont donc les initiateurs qui ont recouru contre cette décision auprès du Tribunal administratif. Avec raison, puisque dans son jugement du 15 janvier 2019, les juges imposent au gouvernement cantonal de se prononcer sur le fond de l'initiative. Le parlement devra prendre à sa charge les frais de procédure des recourants.

Selon le texte de l'initiative, donner des droits fondamentaux aux primates permet de protéger leurs intérêts. Notamment celui qui consiste à ne pas finir expérimenté dans un laboratoire. Qui peut être contre ?

# Le Circus Royal revient en 2019 avec des fauves

Malgré les critiques d'une part toujours plus grande du public, qui rejette l'exhibition de fauves et autres animaux sauvages sous les chapiteaux, le Circus Royal, repart en tournée dans toute la Suisse alémanique avec trois lions.

Le faible nombre de spectateurs assistant aux représentations du deuxième plus grand cirque de Suisse et sa mise en faillite l'an passé n'ont visiblement pas fait réfléchir son directeur, Oliver Skreinig. Les animaux n'ont leur place ni dans des cages ni dans les enclos exigus des ménageries de cirque.



## Les distributions de tracs à l'entrée du cirque reprennent en 2019

Comme les années précédentes, la LSCV sera présente lors des étapes du cirque pour inciter les spectateurs à renoncer à se rendre sous son chapiteau. Des distributions ont déjà eu lieu en Thurgovie, à Weinfelden, le 3 mars, ainsi qu'en Argovie, les 15 et 16 mars à Aarau et le 19 mars à Frick.

Rejoignez-nous dans les villes où le Circus Royal présentera ses spectacles ! Infos sur notre page Facebook ou auprès de Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



# Mauvais traitements dans les labos blanchis par les tribunaux

**Le chercheur Nikos Logothetis, accusé de mauvais traitements envers trois singes expérimentés dans l'Institut Max-Planck de Tübingen, pourra reprendre ses expériences.**



Le tribunal administratif de Tübingen a accepté d'abandonner en décembre 2018 la procédure pénale menée contre lui et deux autres chercheurs, en échange du versement d'une compensation financière qui sera reversée à des « œuvres de bienfaisance » ! Le procès public des trois chercheurs, prévu le 7 janvier 2019, n'aura donc jamais lieu. Le 11 janvier 2019, le MPI réhabilitait Nikos Logothetis, relevé de ses fonctions en février 2018, suite à sa première condamnation par le tribunal administratif pour « maltraitance d'animaux par omission ».

## Des images insoutenables diffusées en 2014

Le 10 septembre 2014, la chaîne allemande Stern TV diffusait les images d'un film tourné en caméra cachée par un employé infiltré dans le laboratoire allemand Max-Planck, à Tübingen, dans le land de Bade-Wurtemberg. Le centre détenait pour l'expérimentation 42 singes. Les images prises durant sept mois, de 2013 à 2014, montraient des macaques laissés sans soins, notamment une femelle prise de vomissements, le visage et le crâne ensanglantés par des trépanations. Rapidement, ces images ont scandalisé le public.

## Les mensonges du MPI contredits par les images

Le MPI a prétendu dans un premier temps que c'était l'employé infiltré qui était responsable de l'état dans lequel se trouvait la guenon dénommée Stella, et qu'il aurait dû avertir tout de suite les vétérinaires responsables de l'Institut. Les enregistrements prouvaient toutefois que les vétérinaires savaient déjà

que Stella était prise de vomissement, qu'elle peinait à se déplacer et qu'elle était paralysée d'un côté. Elle sera tuée 5 jours plus tard.



Le MPI reprochait également à l'employé infiltré d'avoir sédaté l'un des singes pour le faire s'asseoir dans une chaise, afin de procéder à des tests. Or, les images montrent clairement un autre de ses collègues faire la manipulation. Les images dévoilaient aussi que les singes étaient forcés avec violence de s'asseoir, alors que la législation impose qu'ils le fassent de manière volontaire.

En janvier 2015, une plainte était déposée par l'association germanique Ärzte gegen Tierversuche. Le tribunal administratif de Tübingen ouvrait une procédure contre trois chercheurs, dont le directeur de l'institut Max-Planck pour la cybernétique biologique, Nikos Logothetis. Condamnés initialement à une amende pour avoir attendu trop longtemps avant de stopper les expériences sur trois singes (Stella, Damy et Tina) et de les avoir ainsi fait souffrir inutilement, les chercheurs ont fait recours, tout en restant suspendus de leurs fonctions le temps de la procédure.

Mi-décembre 2018, le tribunal administratif de Tübingen annonçait que le procès public des trois chercheurs, prévu le 7 janvier 2019, n'aurait pas lieu. Le ministère public, la défense et le tribunal se sont mis d'accord sur une suspension de la procédure liée, selon le tribunal de district de Tübingen, au versement d'un montant correspondant plus ou moins aux condamnations initiales. L'argent sera versé à des œuvres de bienfaisance. Mais en payant ces montants, les accusés ne seront au final ni condamnés, ni blanchis. La procédure pourrait reprendre seulement dans le cas du non-paiement de ce montant.

# NOZEANIUM

SAG NEIN ZUM AQUARIUM AM RHEIN

## Votation à Bâle le 19 mai 2019 Non à l'océanarium

La LSCV se joint à la Fondation Franz Weber et appelle la population bâloise à refuser le projet d'océanarium que le zoo de Bâle veut construire.

En octobre 2018, plusieurs organisations et groupes politiques ont lancé un référendum contre l'adoption du plan de zone, par le Grand Conseil de Bâle-Ville, permettant la construction de l'océanarium. Les 4923 signatures recueillies ont été déposées à la chancellerie d'État de Bâle-Ville le 28 novembre 2018, permettant ainsi à la population de se prononcer sur ce projet.

Que prévoit le zoo de Bâle avec son projet démesuré ? La construction d'une quarantaine d'aquariums d'eau de mer, dont une vingtaine d'aquariums géants. Devisé à 100 millions de francs, le zoo de Bâle dit en avoir déjà réuni 57. Pour le zoo, il s'agirait de faire découvrir aux visiteurs la vie des océans et les sensibiliser aux questions environnementales.

### Importante mortalité des poissons et destruction des écosystèmes

Paradoxe, pour faire découvrir la vie des océans aux visiteurs, le zoo compte piller les fonds marins en procédant à une multitude de captures d'animaux. Selon le programme des Nations

Unies pour l'environnement, jusqu'à 80% des poissons capturés en milieu naturel meurent avant d'arriver à leur destination finale. En voulant exhiber des milliers de poissons dans son océanarium, le zoo de Bâle s'accommode de la mort en cours de route de dizaine de milliers de poissons. Sans compter les impacts négatifs pour les écosystèmes, en raison des dégâts provoqués par la captures des animaux.

### Vision NEMO

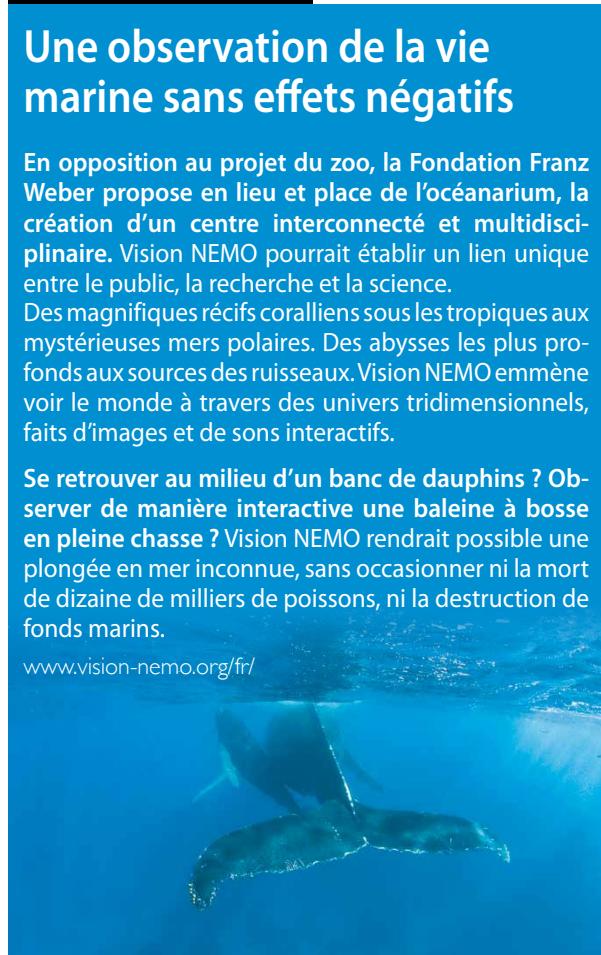
#### Une observation de la vie marine sans effets négatifs

En opposition au projet du zoo, la Fondation Franz Weber propose en lieu et place de l'océanarium, la création d'un centre interconnecté et multidisciplinaire. Vision NEMO pourrait établir un lien unique entre le public, la recherche et la science.

Des magnifiques récifs coralliens sous les tropiques aux mystérieuses mers polaires. Des abysses les plus profonds aux sources des ruisseaux. Vision NEMO emmène voir le monde à travers des univers tridimensionnels, faits d'images et de sons interactifs.

Se retrouver au milieu d'un banc de dauphins ? Observer de manière interactive une baleine à bosse en pleine chasse ? Vision NEMO rendrait possible une plongée en mer inconnue, sans occasionner ni la mort de dizaine de milliers de poissons, ni la destruction de fonds marins.

[www.vision-nemo.org/fr/](http://www.vision-nemo.org/fr/)





# Rapport d'activité 2018

## LSCV - Ligue suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux

### Secrétariat et bureau

Cette année encore, le bureau a traité des milliers de courriels, courriers et demandes diverses, en plus de la coordination de ses actions. Le fait de compter des milliers de membres est une chance pour la LSCV, qui dispose ainsi de moyens pour mener ses activités. Mais cela nécessite aussi beaucoup de ressources pour répondre aux nombreuses questions qui nous parviennent, appels à l'aide ou à intervenir dans des cas où des animaux semblent maltraités. Nous faisons de notre mieux pour répondre rapidement aux demandes qui nous parviennent. Mais selon nos actions en cours, nous devons parfois concentrer nos ressources sur un objectif précis. Si votre demande n'a pas obtenu une réponse dans les jours qui suivent, n'hésitez pas à nous relancer.

Au niveau organisationnel, Laurianne Nicoulin, Trésorière et Secrétaire du comité gère l'administration de la LSCV avec le Président. Laurianne s'occupe également des campagnes d'actions menées en Suisse romande et des stands. Benjamin Frei, Vice-président, s'occupe de toutes les campagnes d'actions menées en Suisse alémanique. Athénaïs Python, journaliste, est en charge de la production de contenus multimédias et de la communication auprès des médias et du public. Charly Pache fait le relai entre les membres et groupes de Suisse romande et Suisse alémanique. Luc Fournier, Président, s'occupe du domaine de l'expérimenta-

tion animale, de la communication et des campagnes LSCV.

La Ligue comprend deux postes salariés. Un premier à 80% dévolu à la gestion administrative, un deuxième à 70% dévolu aux productions multimédias et la communication.

### Assemblée générale et Comité

L'A.G. de la LSCV a eu lieu l'après-midi du 28 avril à Genève. Le Comité national s'est réuni le matin du même jour. Les principaux points discutés concernaient

le renouvellement de l'aide annuelle accordée aux refuges et aux campagnes de stérilisation, le soutien aux projets de nouvelles méthodes substitutives et le suivi des actions en cours.

D'autres séances en Comité restreint ont eu lieu tout au long de l'année, en fonction des dossiers et actions en cours.

**Au 31 décembre, le Comité était composé des membres suivants :**

Président : Luc Fournier; Vice-président : Benjamin Frei; Trésorière et Secrétaire du comité : Laurianne Nicoulin ; Membres : Paul Ecoffey, Suzann Karagöz.

### Comptabilité

Chaque année, nos comptes sont contrôlés par une fiduciaire et la LSCV bénéficie de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à Frs 100.- faits à la LSCV. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale.

### Finances

La LSCV affiche à la clôture des comptes 2018 une perte de Frs 93'875.96, en raison d'une entrée de fonds moins importante. Elle s'explique par l'absence de mailing adressé aux 20'000 donateurs de la LSCV durant l'année écoulée. La reprise début 2018 par le bureau LSCV de la totalité de la gestion administrative des membres par un nouveau logiciel informatique de comptabilité a nécessité beaucoup de temps et de ressources. Durant l'année, l'entreprise qui gérait les versements des 20'000 donateurs pour le compte de la LSCV a également cessé ses activités. De sorte qu'il a fallu reprendre l'intégralité des données. L'aspect négatif est que durant cette période, aucune demande de soutien n'a pu être adressée aux donateurs LSCV. Le côté positif étant qu'à partir de 2019, la totalité des données de nos 30'000 membres et donateurs sera intégralement gérée par le bureau LSCV.

## Coalition européenne pour mettre fin à l'expérimentation animale

Laurianne a représenté la LSCV aux deux réunions annuelles de l'ECEAE. La première a eu lieu au siège de l'association belge Gaia à Bruxelles les 7 et 8 mars. 10 organisations européennes sur les 17 membres de l'ECEAE étaient présentes.

Des discussions ont été menées sur les principales campagnes en cours. Il s'agit notamment de la campagne contre les transports de singes pour les laboratoires par la compagnie d'aviation Air France-KLM et du commerce des ces animaux par l'île Maurice ; de la campagne contre le Botox, avec l'organisation de la Botox Action Week, et des actions menées dans le cadre du programme REACH, qui exige de nombreux tests toxicologiques sur des animaux. La deuxième réunion annuelle s'est

tenue à Vienne en Autriche du 7 au 9 novembre. L'organisation britannique CFI a annoncé son retrait de l'ECEAE, suite à la décision de la Grande Bretagne de quitter l'Union européenne. Le siège de l'ECEAE étant au Royaume-Uni, un transfert du siège est nécessaire. CFI ayant décidé de créer une nouvelle organisation européenne sous le nom de CFI Europe, il est probable qu'une partie des actuels membres de l'ECEA décident de rejoindre cette nouvelle entité.

## Alliance Animale Suisse (AAS)

La SCV a rejoint le 30 janvier 2018 les organisations Animal Trust et Wildtierschutz Schweiz au sein de l'AAS, à l'occasion d'une réunion à Zürich dans les locaux de l'AAS.

L'Alliance animale est principalement active au Parlement fédéral et mène des actions de lobbying pour la protection des animaux, avec l'appui d'un lobbyiste professionnel. Des réunions de préparation en vue des sessions parlementaires ont eu lieu à Zürich les 20 juin, 18



septembre et 8 novembre. A cette occasion, des statuts fixant le mode de fonctionnement de l'AAS ont été adoptés. Le 11 décembre, l'AAS a remis à Berne le prix du prix triple A à la conseillère nationale Isabelle Chevalley, pour son engagement en faveur des animaux au Parlement fédéral. La LSCV a prononcé le discours en allemand et français lors de la cérémonie.

parmi 53 études, pourtant considérées comme des références dans la recherche contre le cancer. Plusieurs auteurs de ces études ont finalement reconnu avoir volontairement modifié certains résultats pour les rendre publiables.

**La recherche académique vit de publications, pas d'innovation pour la santé publique.** Les chercheurs sont eux aussi soumis à cette pression liée à la publication à tout prix de résultats. Dans ce système de recherche, il n'y a pas de place pour une vraie innovation, surtout si elle nécessite préalablement plusieurs années de recherche silencieuse.

**S'engager pour le développement des méthodes de remplacement signifie aussi devoir s'engager contre ce système, fortement soutenu par nos hautes écoles et les milieux scientifiques.** Il faut donc du courage et de la persévérance pour aller à l'encontre des intérêts en jeu. Mais heureusement pour nous, l'engagement au Parlement d'Isabelle Chevalley dans ce domaine est tout à fait remarquable.

Les interpellations et motions déposées ces dernières années sur l'absence de soutien accordé aux méthodes de remplacement ont fini par aboutir avec la dissolution de la Fondation

recherche 3R, et son remplacement par un centre de compétences 3R créé sous l'égide de la Confédération. Il y a encore beaucoup de travail à effectuer pour qu'une vraie chance soit donnée aux méthodes de remplacement. Mais la situation évolue, enfin. Et nous en sommes infiniment reconnaissants envers Isabelle Chevalley.

Merci !



Chers protectrices et protecteurs des animaux, Chères invitées et chers invités, Mesdames et Messieurs,

Pour la troisième année consécutive, l'Alliance Animale Suisse décerne le Prix « Triple A », à une personnalité politique « Ambassadrice Active de la cause Animale ». Et c'est avec beaucoup de plaisir que nous prenons la parole, en français, au nom de l'Alliance animale suisse, pour cette cérémonie en l'honneur de la Conseillère nationale Isabelle Chevalley.

Dans le domaine de la protection des animaux, on peut citer ses interventions au Parlement fédéral sur des sujets comme la chasse, les animaux dans les cirques ou la fourrure. Mais nous allons surtout parler d'un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, l'expérimentation animale.

L'utilisation d'animaux et les souffran-

ces qu'on leur inflige posent naturellement un problème éthique, mais également scientifique, puisque l'utilisation d'un modèle animal pour obtenir des données qui seront appliquées à une autre espèce, soulève inévitablement un grand nombre d'incertitudes quant à leur transposabilité.

**Il y a donc un intérêt scientifique évident à développer de nouvelles méthodes de recherche sans animaux, plus fiables et efficientes.** Malheureusement, le nombre d'animaux expérimentés en Suisse au sein de nos hautes écoles ne cesse d'augmenter chaque année.

Mais pour quels résultats, concrets et applicables à l'homme ?

Il y a quelques années, une société pharmaceutique américaine dénonçait la mauvaise qualité des études menées dans les hautes écoles, expliquant qu'elle n'avait pu reproduire que 6 résultats





## Aide aux étudiants

La LSCV a rencontré plusieurs étudiant(e)s souhaitant faire un travail sur le thème de l'expérimentation animale, la fourrure ou l'exploitation animale. Le bureau a également répondu à plusieurs demandes et questionnaires transmis par des étudiants ou jeunes en formation. Une jeune étudiante a aussi été accueillie pour réaliser un stage dans le cadre de sa formation

Le 28 novembre, la LSCV a donné une conférence intitulée « Le Marketing au service de la cause animale », devant 250 élèves du gymnase de Renens dans le cadre d'un cours de marketing en économie. La conférence a présenté une rétrospective sur différentes campagnes menées par la LSCV ces dernières années contre l'exploitation animale dans les domaines de l'expérimentation animale, de la fourrure et du foie gras. La présentation s'est clôturée par une dégustation de Faux Gras.

## Commissions

Daniel Favre représente depuis 2009 la LSCV dans la commission sur l'expérimentation animale du canton de Vaud. L'activité des commissaires consiste notamment à étudier les demandes d'expérimentations animales déposées par les chercheurs et à délivrer un préavis à l'autorité cantonale.

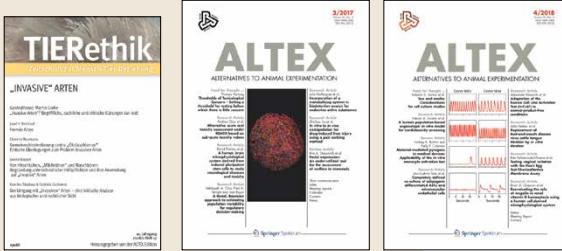
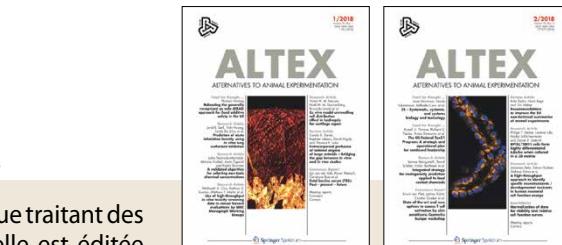
## InterNiche

La LSCV a renouvelé son soutien financier en 2018 au réseau international InterNICHE, qui œuvre pour le remplacement des animaux dans l'enseignement.

# ALTEX

Principale revue scientifique traitant des méthodes substitutives, elle est éditée en anglais et allemand, et diffusée par abonnement dans le monde entier en version papier ou électronique.

La LSCV est membre de son Comité directeur depuis la création d'ALTEX Edition fin 2006.



## Actions

### Fribourg - Journée internationale pour l'abolition de l'expérimentation animale

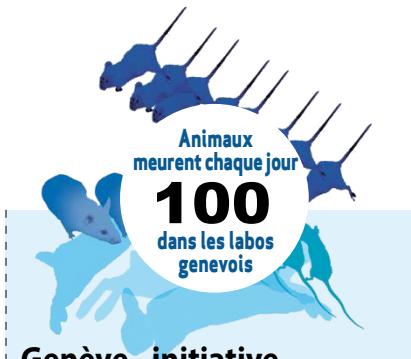
La manifestation co-organisée par la LSCV et PEA a eu lieu le 21 avril à Fribourg. Une dizaine d'organisations étaient présentes dès le matin sur la Place Georges Python pour accueillir et informer le public. Un cortège réunissant 300 personnes a rejoint l'esplanade de l'Université de Pélrolles, qui expérimente sur des singes depuis de nombreuses années. Un happening mettant en scène des chercheurs et des singes consommant de la cocaïne a eu lieu sur le parcours de la manifestation, afin que la population prenne conscience des expériences subies par les animaux au sein de l'Université.



### Expérimentations sur les primates à l'Université et à l'ETH de Zürich

La LSCV a organisé un rassemblement le 26 mai 2018 à Zürich pour dénoncer la reprise des expériences sur les singes par l'Université et l'ETH. A l'issue de la manifestation qui a traversé la ville, une grande chaîne humaine a encerclé le bâtiment de l'ETH. Des happenings et chaînes humaines ont aussi été organisés devant l'ETH les 28 mai et 18 juin.





## Genève - initiative populaire cantonale « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale »

Le Conseil d'Etat genevois a invalidé partiellement notre initiative déposée en avril 2017, par voie d'arrêté le 24 janvier 2018. L'invalidation concerne le droit, pour chaque membre de la commission, d'effectuer à titre individuel des contrôles inopinés dans les laboratoires. Effectuer des contrôles individuels permettrait d'éviter que les chercheurs soient prévenus de la venue d'un commissaire, par exemple par un autre membre de la commission issu des milieux de la recherche. La LSCV a recouru contre cette invalidation partielle en date du 26 février 2018. Dans son arrêt du 30 juillet 2018, la Cour de Justice a confirmé l'invalidation partielle (p.17/21). Pour elle, le droit « pose implicitement une règle de collégialité » au sein de la commission, et il « entend tacitement prévenir, que les commissions à instituer rencontrent de sérieuses difficultés de fonctionnement, autrement dit ne se voient doublées, contredites, voire paralysées par des membres minoritaires ou particulièrement actifs ». Au moins, les choses sont claires. On veut bien placer quelques membres de protection des animaux alibis dans une commission, tant qu'ils restent minoritaires et qu'ils ne disposent d'aucun moyen pour y effectuer un travail efficace.

Saisie du traitement de l'initiative pour une prise de position, la Commission de la santé du Grand Conseil genevois a auditionné le Président de la LSCV le 28 septembre. A cette occasion, la LSCV a communiqué aux députés un exposé des motifs décrivant la situation actuelle et la nécessité de donner à la commission cantonale sur l'expérimentation animale un vrai pouvoir, notamment en lui accordant un droit de recours contre les autorisations délivrées par l'autorité cantonale. La votation populaire devrait intervenir en 2019.

## Botox Action Week

La Botox Action Week (campagne contre le Botox) organisée chaque année par l'ECEAE, s'est déroulée simultanément dans plusieurs pays européens du 25 juin au 30 juin 2018. Des stands ont été tenus en Suisse les 9, 13 et 23 juin par la LSCV. Comme en 2017, la cible principale de la campagne a été la multinationale Nestlé, qui distribue en Suisse les produits à base de toxine botulique testés sur les animaux par la société pharmaceutique IPSEN. La pétition «STOP à la mort lente et effroyable de milliers d'animaux pour les produits esthétiques distribués par Nestlé !» lancée par la LSCV a réuni près de 60'000 signatures et devait être remise au siège de Nestlé en septembre 2018.



Changement de programme en août, lorsque la société IPSEN nous informe qu'elle remplacera les tests sur les animaux par un test cellulaire. Cette excellente nouvelle couronne de succès la campagne menée contre le Botox depuis une dizaine d'années, avec successivement le renoncement aux tests sur les animaux des trois plus importantes sociétés fabriquant des produits à base de toxine botulique A, soit les sociétés Allergan (2012), Merz (2015) et enfin Ipsen (2018).

## Global ban - Journée de conférences à l'ONU

Organisée le 16 novembre par les associations OIPA, ATRA et LSCV, cette journée de conférences dédiée à la résolution du Parlement européen « Pour une interdiction mondiale des tests sur les animaux pour les cosmétiques », s'est déroulée au Palais des Nations de Genève. Huit conférenciers se sont succédés afin de faire le point concernant les tests sur les animaux pour les produits cosmétiques, et réfléchir aux stratégies pour obtenir leur interdiction au niveau mondial. Ils ont également abordé la situation en Suisse, les dernières innovations dans le domaine des méthodes de remplacement, et l'évolution de la



situation dans les pays où ces tests sont encore requis par la législation.

La LSCV a également interpellé le 8 octobre par courrier le Conseiller fédéral Ignazio Cassis, en charge du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), afin que la Confédération soutienne auprès de l'ONU la résolution du Parlement européen. Une soixantaine d'élus(e)s au Parlement fédéral ont également été sollicités dans ce sens. L'OSAV a répondu le 14 novembre au nom du Conseiller fédéral pour nous informer que la Confédération ne soutiendra pas la résolution européenne.

*Conférence donnée par le Dr Daniel Favre, représentant de la LSCV au sein de la commission sur l'expérimentation animale du canton de Vaud, à l'occasion de la journée de conférences « Pour une interdiction des tests sur les animaux pour les cosmétiques » le 16 novembre 2018 au Palais des Nations de Genève.*

### « Quand l'interdiction favorise l'innovation »

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie pour votre présence. Je vais avoir le plaisir de présenter cette dernière conférence, pour clôturer cette journée dédiée à l'interdiction des tests sur les animaux pour les produits cosmétiques.

Je suis docteur en biologie. J'ai passé mon diplôme à l'Université de Lausanne il y a presque 30 ans, et j'ai tout de suite commencé à travailler sur des modèles *in vitro* dans le domaine de la virologie.



D'abord à l'Université de Berne, ensuite à l'Université de Fribourg, puis au Canada où j'ai passé mon post-doctorat. Il y a 30 ans déjà, il était évident que les modèles de recherche remplaçant les animaux pour la santé humaine étaient la voie à suivre, pour assurer la meilleure sécurité possible aux patients sous traitement.

La réalité économique du secteur de la recherche en a décidé autrement. Le financement alloué aux méthodes de remplacement a été durant des décennies, dérisoire. Comment est-il possible qu'en 2018 on expérimente toujours des animaux pour évaluer l'innocuité d'une molécule qui sera appliquée à un être humain ? Comment peut-on se satisfaire d'une méthode qui n'offre pas de garanties solides sur le potentiel toxique d'un produit ?

Il y a presque 50 ans, les premiers hommes ont marché sur la lune. Comment expliquer que les Etats en soient toujours aujourd'hui à utiliser des modèles de recherche aussi peu prédictifs, dans un domaine aussi important que la santé humaine et la sécurité sanitaire ? Quelles sont les priorités dans l'utilisation des fonds publics ?

Heureusement, depuis une dizaine années, grâce à la pression du public, la situation évolue. Des fonds commencent enfin à être alloués à des projets novateurs. Des progrès assez spectaculaires ont été réalisés dans certains domaines, tels que la culture de tissus humains en trois dimensions ou la reconstitution de mini-organes. A l'origine de ces progrès, on y trouve souvent une loi ou une directive qui contraint les milieux de la recherche à développer une alternative à l'expérimentation animale.

**A ce titre, l'interdiction européenne en 2013 des tests sur les animaux pour les produits cosmétiques et les ingrédients qui les composent est novatrice.** Pour la première fois, des Etats interdisaient l'utilisation d'animaux, bien qu'il n'existe aucune méthode validée officiellement pour remplacer les tests de toxicité *in vivo* des doses répétées, de reprotoxicité et toxicocinétique. Pour la première fois, des Etats reprochaient directement aux industries de ne pas engager suffisamment de moyens pour solutionner le problème éthique lié à l'utilisation d'animaux pour le développement de leurs produits.

Remplacer ces trois tests de toxicité *in vivo* est pourtant un vrai challenge scientifique. Sans avoir été interdits d'utilisation dans un domaine comme les cosmétiques, il est probable que durant de nombreuses années ils auraient été déclarés nécessaires et irremplaçables. Grâce à l'interdiction, des moyens financiers ont été alloués pour les remplacer. Horizon 2020, l'actuel programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne pour la période 2014-2020, leur consacre même un budget de 30 millions d'euros par le biais du projet collaboratif EU-ToxRisk, qui a démarré le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de six ans. Les méthodes développées par EU-ToxRisk couvrent, entre autre, la modélisation *in silico* dans le domaine de la toxicocinétique, l'imagerie à haut contenu et le dépistage toxicogénique à haut débit.

Aux Etats-Unis aussi, l'intérêt à développer des méthodes plus éthiques et performantes fait l'objet d'un soutien depuis quelques années. Le programme «Tox21» lancé en 2007, a posé les bases du développement de tests de toxicité

sans recours à l'expérimentation animale. Un soutien plus important encore, est venu directement de l'ancien Président des Etats-Unis Barack Obama en 2016, à l'occasion de la révision de la loi sur le contrôle des substances toxiques (TSCA-Toxic Substances Control Act), par l'ajout d'un décret du Congrès qui inscrivait pour la première fois la nécessité de remplacer les animaux pour tester les substances chimiques, les pesticides, les biocides et les cosmétiques. D'importants moyens financiers ont été engagés notamment pour les alternatives aux tests de toxicité aiguë, ce qui a contribué au dynamisme des groupes de recherche dédiés à ces méthodes aux Etats-Unis.

**Et en Suisse ? Et bien dans notre pays, l'intérêt pour le développement des méthodes de remplacement se heurte encore aux intérêts financiers et académiques en place.** Face à la montée en popularité de ces méthodes, les milieux de la recherche *in vivo* refusent de parler de méthodes de remplacement, ou de méthodes alternatives, pour imposer l'expression méthode « complémentaire » à l'expérimentation animale.

Concernant les produits cosmétiques, il aura fallu attendre l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2017 de l'article 20 alinéa 3 de la nouvelle loi sur les denrées alimentaires, et l'article 59 de son ordonnance d'application, pour qu'une interdiction similaire à celle de l'Union européenne soit enfin inscrite dans notre législation.

Vue de l'extérieur, notre législation apparaît pourtant comme assez ambitieuse. Il y a plus de 25 ans que l'article 22 de la loi sur la protection des animaux exige de la Confédération qu'elle soutienne le développement, la recon-

naissance et l'application de méthodes qui peuvent remplacer ou réduire les expériences sur les animaux. Durant plus de 25 ans, la Confédération s'est péniblement contentée de débourser quelques centaines de milliers de francs pour soutenir des projets répondant aux dispositions de l'article 22 LPA, par le biais de la Fondation recherche 3R. Durant des années, de nombreuses voix se sont élevées pour condamner le manque d'efficacité de cette Fondation et le faible nombre de projets soutenus. La Confédération a été interpellée à de nombreuses reprises au sein du Parlement fédéral concernant cette situation inexplicable.

**Comment justifier que la Confédération n'alloue en moyenne que 400'000.- francs par année pour soutenir l'ensemble de la communauté scientifique qui travaille sur les méthodes de remplacement, alors que sur cette même période, elle finance pour un montant de 46 millions de francs l'entretien d'animaleries dans nos hautes écoles, et contribue directement au financement d'expérimentations animales pour un montant dépassant les 100 millions ?**

Grâce aux interventions de plusieurs députées, comme la Conseillère nationale bâloise Maja Graf et la Conseillère nationale vaudoise Isabelle Chevalley, la situation semblait s'éclaircir avec la dissolution en 2018 de la Fondation recherche 3R, et son remplacement par un centre de compétences 3R créé sous l'égide de la Confédération.

Malheureusement, pris en main par nos hautes écoles et rattaché à l'Université de Berne, ce centre de compétences, pourtant doté d'un budget annuel de 2,6 millions de francs, semble viser prioritairement l'objectif de formation et collecte d'informations. Comme si informer la communauté scientifique allait l'encourager à lancer des projets novateurs, alors que ce dont un chercheur a besoin, c'est d'un financement pour ses travaux.

En comparaison de nos pays voisins et des Etats-Unis, qui disposent de moyens toujours plus conséquents pour le développement de méthodes de remplacement, ou des Pays-Bas, qui ont élaboré en 2016, à la demande du ministre de l'agriculture, une stratégie visant à supprimer l'expérimentation animale d'ici à 2025, le manque d'ambition dans ce domaine par notre pays est assez incompréhensible.

Dans sa résolution Global Ban, le Parlement européen rappelle que l'Europe dispose d'un secteur cosmétique prospère et innovant qui fournit environ deux millions d'emplois. Il constitue le plus grand marché de produits cosmétiques au monde et l'interdiction des tests sur les animaux n'a pas compromis le développement du secteur. L'interdiction a au contraire conduit à intensifier les efforts de recherche pour mettre au point des méthodes de test alternatives, dont les effets dépassent largement le secteur des cosmétiques.

En Suisse aussi nous ne devons pas craindre les interdictions dans le domaine de l'expérimentation animale. Il s'agit du moyen le plus efficace à utiliser pour viser une meilleure recherche, plus éthique, et qui soit réellement au service de la santé publique.

En tant que citoyens et contribuables, c'est à nous qu'il revient de faire entendre notre voix, pour qu'enfin, le remplacement de l'expérimentation animale devienne une réalité.

Je vous remercie pour votre attention.



## Pour des Automnales sans fourrure ni foie gras

La campagne débutée en 2016 contre la foire des Automnales de Genève s'est poursuivie cette année encore du 2 au 11 novembre. Des milliers de flyers ont été distribués pour inciter le public à renoncer à se rendre à cette foire, tant qu'elle fera la promotion d'articles -comme la fourrure ou le foie gras- dont la production est interdite en Suisse pour cause de cruauté envers les animaux.

Suite au constat, en 2017, de la non-conformité des étiquettes sur la totalité des stands vendant de la fourrure, un nouveau contrôle a été effectué sur place par la LSCV le 11 novembre.



A nouveau, tous les stands étaient en infraction avec la législation. La LSCV a dénoncé cette situation par voie de presse et interview radio, annonçant le dépôt d'une dénonciation pénale contre la direction des Automnales et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV). Suite à cette annonce, alors que depuis plusieurs années l'OSAV ne donnait suite à aucune dénonciation de magasins vendant des fourrures mal étiquetées, elle a rapidement organisé des contrôles dans ceux dénoncés par la LSCV afin de se préparer à une action juridique.





## Autres stands et manifestations LSCV



**3 février** - Manifestation à l'occasion du plus grand marché en Suisse sur la chasse et la fourrure à Thoune, organisée par les associations Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, tier-im-fokus, Anti Fur League, International Marine Mammal Conservation Society Germany e.V. et la LSCV.



**17 février** - Manifestation à Berne à l'occasion de la foire de la chasse et de la pêche 2018 (Jagdmesse Fischen Jagen Schiessen 2018), organisée par les associations Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, tier-im-fokus, Anti Fur League et la LSCV.

**Du 16 au 18 février** - Campagne de protestation téléphonique et sur les réseaux sociaux visant les magasins Escada, pour qu'ils stoppent la vente de fourrures.

**Du 6 au 8 avril** - Campagne de protestation téléphonique auprès des magasins PKZ, dans le cadre de la campagne alémanique « PQZ sans fourrure ».



**Du 25 avril au 2 mai** - Distribution de flyers à Bâle devant le cirque Royal, qui est le dernier cirque à exhiber des fauves pour ses spectacles.



**16 juin** - Stand LSCV au festival du refuge la Bouche qui rit en Valais.

**25 juin** - Stand LSCV à l'occasion de la Marche pour la fin du spécisme, organisée par l'association PEA à Genève.

**7 juillet** - Stand LSCV à l'occasion de l'inauguration officielle du refuge didactique de la Colline aux lapins à Neuchâtel.



**31 août et 1er septembre** - Stand LSCV à l'Abyss Festival à Hauteville (Fribourg).

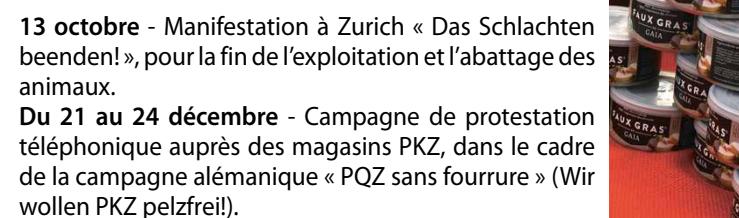


**28 et 29 septembre** - Stand LSCV au Crabcore Fest à Genève.



**13 octobre** - Manifestation à Zurich « Das Schlachten beenden! », pour la fin de l'exploitation et l'abattage des animaux.

**Du 21 au 24 décembre** - Campagne de protestation téléphonique auprès des magasins PKZ, dans le cadre de la campagne alémanique « PQZ sans fourrure » (Wir wollen PKZ pelzfrei!).





La LSCV est intervenue suite à la délivrance, par l'autorité cantonale, d'une autorisation permettant à des chercheurs d'expérimenter des singes impliquant des administrations de cocaïne. Selon les informations collectées, il est apparu que plusieurs points de la demande des chercheurs ne répondent pas aux dispositions légales, de sorte que l'expérience n'aurait pas pu être autorisée. La LSCV a d'abord interpellé le 2 février le rectorat de l'Université afin d'obtenir une entrevue. Sans réponse, la LSCV a lancé le 6 février la pétition « Singes sous cocaïne à l'Université de Fribourg : pour un arrêt immédiat des expériences ! ». Le 19 février, le rectorat de l'Université refusait de nous recevoir pour réceptionner la pétition, expliquant que des expériences sur les singes « devraient être possibles sur la base d'un cadre légal strict et d'une pesée d'intérêts ». Le 22 février, les 19'000 signatures récoltées en seulement 15 jours ont été déposées au secrétariat du Grand Conseil fribourgeois.



Durant cette campagne, la LSCV a été sollicitée pour des articles publiés par plusieurs journaux comme *La Liberté*, *20 Minutes* et *Le Matin Dimanche*. Le 12 février, la RTS a réalisé une interview filmée dans les locaux de la LSCV pour son émission « Mise au point », diffusée le 18 février. Lors de la remise de la pétition, des interviews ont été filmées et diffu-



sées par la RTS, la Télé et Radio Fribourg. Les 12 et 23 mars, le rectorat de l'Université et le Conseil d'Etat fribourgeois refusaient d'étudier les points litigieux soulevés par notre pétition, affirmant que tout avait été fait dans les règles. Le 19 juillet, la commission des pétitions a classé à son tour notre pétition avec la même explication, bien qu'elle n'ait procédé à aucune analyse des documents contestés. Nous avons relancé la commission le 23 juillet, en rappelant qu'il était simple pour elle de contrôler si la procédure d'autorisation était conforme ou non au droit. Nouveau refus de la commission le 13 septembre. Le dossier a été définitivement classé, sans avoir fait l'objet d'une étude sérieuse, ni que la LSCV n'ait eu la possibilité juridique de s'engager dans une plainte pénale à l'encontre des autorités ou de l'Université, afin de les contraindre à rendre publics les points litigieux.



## Retour des chasseurs à Genève

Le projet mené par le Conseiller d'Etat Luc Barthassat pour permettre aux chasseurs genevois de tirer des animaux étant toujours d'actualité, la LSCV s'est activement mobilisée lors de la campagne pour l'élection du nouveau conseil d'Etat genevois en avril 2018. Des militants se sont relayés durant toute la campagne pour distribuer des flyers appelant à ne pas réélire ce Conseiller d'Etat. Un site internet dédié aux élections genevoises a également été créé par Animaux-Parlement. Bonne nouvelle le 6 mai 2018, Luc Barthassat n'est pas réélu. Son projet de retour des chasseurs est enterré.

Restait le projet de loi (PL12043A) toujours en suspend. Déposé en 2017 par le Parti libéral-radical (PLR), il visait à supprimer la commission composée de deux membres, représentant la protection des animaux et de la nature, chargée d'autoriser ou non le Conseil d'Etat à lever l'interdiction de la chasse.

Le vote du PL devant avoir lieu à l'automne, la LSCV et Animaux-Parlement ont démarché tous les députés du Grand Conseil susceptibles de le refuser. Une vidéo explicative a été produite par Animaux-Parlement et massivement diffusée sur les réseaux sociaux à partir du mois de septembre.



Alors qu'une majorité de députés pensaient que le PL allait être accepté en raison de la majorité de droite du Parlement, celui-ci a été refusé de justesse le 2 novembre, par 45 voix (PS, Verts, Ensemble à gauche et 5 PDC) contre 42 (PLR, UDC, MCG, PDC). La LSCV était présente pour suivre les votes et Animaux-Parlement a réalisé des interviews des députés sympathisants à l'issue du vote.



Durant toute cette campagne, le successeur de Luc Barthassat, le Conseiller d'Etat vert Antonio Hodgers, qui s'était pourtant déclaré lors de la période électorale contre le PL, a refusé de prendre position. Interpellé à par courrier les 16 septembre et 16 octobre, il ne répondra qu'une fois le PL refusé. En vrai professionnel de la politique, il nous rappelle qu'il est facile de s'asseoir sur ses promesses électorales.



Quant à la plainte pénale déposée le 15 mai 2018 par Luc Barthassat contre le Président de la LSCV pour dénonciation calomnieuse, diffamation et calomnie, elle a été classée par le Ministère public le 15 janvier 2019.

## Projet d'initiative fédérale Stop à l'importation de produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements

Lancé fin 2017 à l'initiative d'AAS et de plusieurs élus du Parlement fédéral, le projet d'initiative a réuni une quinzaine d'organisations de protection des animaux. Une première séance a eu lieu à Berne, afin de définir son budget et l'engagement financier des organisations impliquées. D'autres séances ont eu lieu les 31 janvier, 20 février et 12 avril pour définir le texte de l'initiative et son argumentaire. Un comité directeur, comprenant un membre de la LSCV, a été nommé par les organisations et s'est réuni le 2 mai à Zürich, puis à Berne les 22 et 29 mai, et une dernière fois à Zürich le 14 juin. Le projet a malheureusement du être suspendu, en raison de dissensions entre plusieurs organisations et la difficulté à se mettre d'accord sur le contenu du texte de l'initiative. L'AAS a donc retravaillé sur un nouveau projet, tout en démarchant des élus au Parlement fédéral pour qu'ils soutiennent le dépôt d'une nouvelle motion, visant les mêmes buts et objectifs que l'initiative. Cette motion a été déposée le 14 décembre 2018. Un nouveau texte d'initiative a lui aussi été déposé, de sorte que l'initiative puisse être rapidement lancée si la motion devait être rejetée par le Parlement.



## Présentation du mouvement animaliste aux élus

Un nouveau groupe de travail, réunissant des politiciens, des militant-e-s animalistes et des délégué-e-s des associations PEA, Co&xister, 269 Llibération animale et la LSCV a été créé début 2018 en Suisse romande. Parmi les objectifs visés : présenter le mouvement de libération animale et entamer le dialogue avec les autorités.



Une première rencontre a eu lieu le 11 octobre 2018 avec le Conseiller d'Etat genevois Mauro Poggia. Des contacts ont été pris pour organiser des rencontres avec d'autres autorités cantonales.

## animaux-parlement.ch

L'activité de notre plateforme web, qui recense les votes des élus au Parlement fédéral ou dans les cantons, dans le domaine de la protection des animaux s'est activement poursuivie en 2018. Plusieurs interviews filmées de nos élus ont été effectuées au sein du Parlement par Athénaïs Python, et mises en ligne sur la chaîne Youtube Animaux-Parlement.

Pour la première fois, Animaux-Parlement a aussi couvert des élections cantonales. Il s'agissait de l'élection complémentaire du 4 mars 2018 pour le Conseil d'Etat du canton de Fribourg. Un questionnaire portant sur la protection des animaux a été envoyé aux candidats, et quatre interviews filmées de candidat-e-s ont été réalisées.

Les élections visant à renouveler l'ensemble des 100 député-e-s du Grand Conseil genevois et des 7 Conseillers d'Etat en avril 2018 ont également été couvertes. Un questionnaire a été envoyé à la plupart des 623 candidats à l'élection. 14 portraits de candidats particulièrement engagé-e-s dans la cause animale ont été réalisés et diffusés sur les réseaux sociaux avant les élections.

## Fribourg - librairie-café Happy Books

Ouverte au public du jeudi au samedi avec un service de restauration à midi depuis le début de son activité en octobre 2016, Happy Books a étendu ses jours et heures d'ouverture en avril 2018. La librairie-café est ouverte du lundi au samedi de 9h à 19h. Si un service de restauration est toujours proposé de 12h à 14h, le choix de pâtisseries et autres douceurs a été développé afin de proposer une offre constante. Les buts et objectifs d'Happy Books sont toujours de proposer une cuisine 100% végane, avec un choix de livres en lien avec les droits des animaux, l'éthique, la médecine et la cuisine végétalienne. Le lieu sert également à des rencontres militantes et conférences engagées.



Parmi les activités qui s'y sont déroulées, le vernissage du livre «Désobéir avec amour» avec son auteure Virginia Markus a eu lieu le 21 septembre. Une conférence avec l'interprète animatrice France Périat a été donnée le 9 novembre, ainsi qu'une conférence sur la désobéissance civile le 22 novembre.



Le 22 octobre, La Télé Fribourg est venue filmer la réalisation de menu de chasse... sans chasse ! Renommé « chasseur bredouille », le menu à base de seitan poêlé et sauce marchand de vin a été concocté en direct devant les caméras.

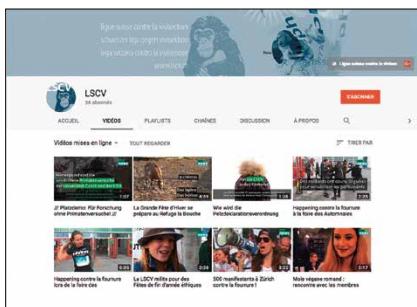


L'équipe d'Happy Books a été invitée le 2 novembre à présenter les buts et objectifs de la librairie LSCV à l'occasion d'une soirée organisée au Fri-Son par le réseau « les altruistes ».

Le lieu a également été mis à disposition de l'association PEA pour l'organisation de son Mois Végane en novembre. Parmi les activités proposées, plusieurs ateliers de cuisine et la conférence « Comprendre les raisons philosophiques du véganisme, de l'éthique au politique » par Maude Ouellette-Dubé, diplômée en éthique et philosophie politique à l'Université de Fribourg.

## Vidéos LSCV News

Une quinzaine de vidéos LSCV News ont été produites et diffusées en 2018 sur notre chaîne Youtube, principalement pour annoncer des manifestations ou mettre en images des événements.



Les cinq conférences données le 16 novembre à l'ONU dans le cadre du Global ban et organisées par l'OIPA, l'ATRA et la LSCV ont également été mises en ligne.



## Journal LSCV, mailing et Newsletter

Comme chaque année, nos membres ont été informés des actions en cours par le biais des quatre éditions annuelles de notre journal.

Plusieurs Newsletter ont été envoyées, selon l'actualité des cantons. Il est possible de s'y inscrire via un formulaire de contact sur notre site internet.



## Site Internet www.lscv.ch

Notre nouveau site internet, toujours traduit en français, allemand et italien, a été mis en ligne en début d'année. Entièrement en CMS, il est plus ergonomique et rapide d'utilisation pour y effectuer des mises à jour. Le site enregistre en moyenne 700 visites quotidiennes, dont les 2/3 proviennent de Suisse.



## Réseaux sociaux

La LSCV dispose de comptes Twitter, Instagram et Facebook en français et allemand. Les comptes francophones sont gérés par la représentation romande de la LSCV, les comptes en allemand par la représentation alémanique.



## Aide aux refuges et campagnes de castration

La LSCV soutient chaque année plusieurs refuges ou centres de soins pour animaux et finance des campagnes de castration et stérilisation de chats errants. En 2018, le montant consacré à ces actions a été de CHF 48'653.- dont CHF 17'884.- pour les campagnes de castration et prise en charge de frais vétérinaires.

Toutes ces aides sont délivrées après discussion de chaque cas et approbation de la majorité des membres du Comité national. La plupart des aides sont octroyées à des refuges connus de longue date, pour lesquels la Ligue peut assurer la bonne utilisation des dons perçus. Suzann Karagöz s'occupe également depuis de nombreuses années de la campagne de stérilisation et castration de chats errants du canton de Genève. Les animaux sont castrés et marqués à l'oreille avant d'être relâchés sur leur lieu de capture, puis régulièrement nourris par la suite. Outre Genève, les aides octroyées par la Ligue pour les campagnes de stérilisation concernent principalement les cantons de Neuchâtel, Tessin et Valais.



## Conclusion

Cette année encore, nous avons pu réaliser de nombreuses actions en faveur des animaux grâce au soutien de nos généreux membres et donateurs. Nous leur adressons à toutes et tous nos plus vifs remerciements !

Luc Fournier, Président

## Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

**Vielen herzlichen Dank!**

## Kontaktpersonen

**Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?**

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter [l.fournier@lscv.ch](mailto:l.fournier@lscv.ch)

**Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?**

**Wenden Sie sich für die Deutschschweiz** an unseren Vizepräsidenten Benjamin Frei: [b.frei@lscv.ch](mailto:b.frei@lscv.ch)



**Für die Romandie** sind unsere Vorstandskreterin Laurianne Nicoulin und Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: [actions@lscv.ch](mailto:actions@lscv.ch)



**Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?**

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



**Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?**  
Kontaktieren: [petfood@lscv.ch](mailto:petfood@lscv.ch)

**Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament?** Kontaktieren: [info@tier-parlament.ch](mailto:info@tier-parlament.ch)

## Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

## Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.30 bis 12.30 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

**Adresse:**  
Chemin des Arcs-en-Ciel 3  
1226 Thônex  
T 0041 (0)22 349 73 37  
[admin@lscv.ch](mailto:admin@lscv.ch) - [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

**Postadresse:**  
LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

## Als Mitglieder erhalten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

## Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

## IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden. **Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV **Druck:** Recycling-Papier 80 g<sup>2</sup>

**Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

## Mitgliederbeiträge und Spenden

**Von der Schweiz aus**  
Konto-Nr. 12-2745-6  
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

**Von der EU aus in Euro**  
Konto-Nr. 91-438913-2  
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC: POFICHBEXXX

**Bankadresse:** PostFinance,  
Nordring 8, 3030 Bern  
**Kontoinhaber:** Schweizer Liga  
gegen Tierversuche und für die  
Rechte des Tieres  
**Adresse:** Postfach 148, 1226 Thônex

## LSCV-Buchhandlung und Café Happy Books

Geöffnet von Montag bis Samstag,  
9.00 bis 19.00 Uhr. Vegane Küche.  
Rue Hans-Geiler 2  
1700 Fribourg  
026 321 12 67  
[happybooks@lscv.ch](mailto:happybooks@lscv.ch)

## Mitgliederservice

### Liste mit tierversuchsfreien Kosmetika

Die aktuelle Liste steht auf [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch) unter der Rubrik «Tierversuchsfreie Kosmetika» zum Download bereit.  
Eine gedruckte Liste können Sie im LSCV-Büro anfordern.

### Infomaterial für Aktionen

Für Aktivistinnen und Aktivisten stehen zahlreiche Flyer, Broschüren, Aufkleber und weitere Infomaterialien gratis zur Verfügung. Nehmen Sie mit uns Kontakt auf. Eine Materialiste finden Sie unter der Rubrik «Medien» auf [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch).

# Editorial

Liebe Mitglieder  
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga  
Liebe Leserinnen und Leser

Wir freuen uns, Sie zu unserer nächsten **Generalversammlung am Samstag, 20. April 2019** einzuladen, die diesmal in etwas anderer Umgebung stattfindet als sonst: im Genfer Hinterland, auf einem 2600 m<sup>2</sup> grossen Grundstück, das ein verstorbenes Mitglied der LSCV in einem grosszügigen Legat vermacht hat.

Im Andenken an die grosszügige Spenderin möchte der Vorstand auf dem Grundstück sogenannte «Nutztiere» aufnehmen, denn diese werden vom Tierschutz allzu oft vergessen. Zudem soll das Gelände ein Ort werden, an dem die Öffentlichkeit für diese Tiere sensibilisiert wird, damit diese endlich die Aufmerksamkeit und den Respekt erhalten, den sie verdienen. Wie viele Menschen wissen, dass Schweine sehr anhängliche und sensible Tiere sind, die einem Hund in Sachen Intelligenz in nichts nachstehen? Nur weil sie als Nahrungsquelle gelten, werden sie unter schrecklichen Bedingungen in Industriehallen gehalten und unter Stress und Angst in den Tod geschickt – was für eine Quälerei!

Eine Gruppe von Freiwilligen entwickelt zurzeit ein pädagogisches Projekt für das Gelände. Es soll die Aufnahme und Betreuung von Tieren, aber auch Aktivitäten für Kinder und Jugendliche beinhalten. Mehrere Primar- und Sekundarschulen haben schon ihr Interesse an Sensibilisierungstagen für Schulklassen bekundet.

Weil der Vorstand Ihnen dieses Projekt vorstellen möchte, empfängt er Sie dieses Jahr direkt auf dem besagten Grundstück zur nächsten Generalversammlung. Und da das neue Gelände ideal ist, um unsere Mitglieder zu empfangen, möchten wir auch weitere Versammlungen dort abhalten. Damit dies unter optimalen klimatischen Bedingungen geschehen kann, müssen wir unsere Statuten ändern, um die Generalversammlung auf die wärmeren Jahreszeiten verlegen zu können. Deshalb schlagen wir an der nächsten Generalversammlung vor, die Statuten so zu ändern, dass die GV jeweils bis spätestens 30. Juni stattfindet, statt wie bisher bis zum 30. April.

**Am 27. April 2019 findet in Freiburg eine grosse Kundgebung zum Internationalen Tag zur Abschaffung der Tierversuche statt.** Wir und viele weitere Organisationen freuen uns, Sie dort ab 11 Uhr empfangen zu dürfen. Um 14 Uhr findet ein Protestmarsch zur Universität Freiburg statt, wo seit vielen Jahren Affenversuche durchgeführt werden.

**Kommen Sie auch und machen Sie mit, wir sind auf Ihre Teilnahme angewiesen!**

Wir freuen uns darauf, Sie vielleicht bald wieder persönlich zu treffen, und wünschen Ihnen bis dahin eine gute Zeit.

Luc Fournier  
Präsident



## +++ Agenda +++

### 13-14 april 2019 - Freiburg

Sa 13: 9.00 - 23.00 Uhr / Di 14 : 9.00 - 17.00 Uhr - Stände  
LSCV-Happy Books - Green Wave Festival  
Blue FACTORY, Passage du Cardinal 1, 1700 Freiburg

### 16. avril 2019 - Zürich

18.00 Uhr - ETH - Menschenkette: Stoppt  
Primateversuche!

### 20. April 2019 - Genf

14.00 Uhr - LSCV-Generalversammlung  
Terrain LSCV - A.Vuffray, route de Grenand, 1285 Avusy

### 27. April 2019 - Freiburg

11.00-17.00 Uhr - Internationaler Tag zur Abschaffung der  
Tierversuche - Info- und Imbissstände, Aktionsdorf der  
Tierschutzorganisationen, Demonstration  
Place Georges-Python beim Bahnhof Freiburg



### 13. Mai 2019 - Zürich

18.00 Uhr - Universität Zürich - Menschenkette:  
Stoppt Primateversuche!

### 11. Juni 2019 - Zürich

18.00 Uhr - ETH - Menschenkette: Stoppt  
Primateversuche!

Wir freuen uns auf viele Teilnehmerinnen und  
Teilnehmer an unseren Aktionen. Wir sind auf Ihre  
Unterstützung vor Ort angewiesen!

## Änderung von Artikel 2 der Statuen der LSCV

Die Generalversammlung vom 28. April 2018 hat einstimmig beschlossen, den Mitgliedern an der nächsten GV eine Statutenänderung zu unterbreiten, mit welcher der Natur- und Umweltschutz in den Zweck und die Zielsetzung der LSCV aufgenommen werden.

Der Grund für diesen Entscheid sind mehrere Fälle von rechtswidrigen Wildtier-Abschüssen, die von kantonalen Behörden bewilligt wurden. Die LSCV konnte gegen diese Bewilligungen nicht rechtlich vorgehen, weil das Beschwerderecht Schweizer Organisationen vorbehalten ist, deren statutarischer Zweck den Natur- und Umweltschutz umfasst.

Das Problem war zudem, dass keine der von der LSCV zur Unterstützung aufgerufenen Naturschutzorganisationen bereit war, gegen diese Abschüsse vorzugehen. Und dies, obwohl die LSCV die Rechtskosten übernommen hätte. So konnte nicht verhindert werden, dass unnötig und illegal Tiere abgeschossen wurden. Damit die LSCV in Zukunft reagieren kann, wird diese Statutenänderung nun den Mitgliedern zur Abstimmung vorgelegt.

## Stoppt die Primatenversuche an der Universität und ETH Zürich!

In Zürich wurden mehrmals Menschenketten organisiert, um gegen die Wiederaufnahme von Affenversuchen an der Universität und der ETH zu protestieren. Die letzten Happenings fanden am 25. Februar und am 18. März 2019 vor dem ETH-Gebäude statt. Die nächsten Kundgebungen stehen am 16. April (ETH), 13. Mai (Uni) und 11. Juni (ETH) auf dem Programm.

Kommen Sie auch und machen Sie mit, wir sind auf Ihre Unterstützung angewiesen!



## Air France-KLM fliegt Affen in den Tod

### Wiederaufnahme der Kampagne gegen die Affentransporte von Air France-KLM

Nach zweijährigem Verbot wurde am 10. Februar 2019 erstmals wieder eine Demo am Flughafen Zürich bewilligt. Die Polizei beschränkte die Zahl der Demonstrierenden zwar auf 25 Personen, doch durch die Transparente und den aktiven Einsatz der Teilnehmenden konnten wir zahlreiche Reisende auf unser Anliegen aufmerksam machen: ohne Transportflüge keine Primaten für europäische Labors! Auf Druck der Öffentlichkeit haben die meisten übrigen Fluggesellschaften das Geschäft mit diesen Transporten bereits aufgegeben.



### Eidgenössisches Parlament

## Neue Offensive gegen Stopfleber, Pelz und andere Tierquälereien



Die St. Galler SVP-Nationalrätin Barbara Keller-Inhelder hat am 14. Dezember 2018 die Motion 18.4309 eingereicht, die den Import von tierischen Erzeugnissen, deren Herstellung in der Schweiz verboten ist, unterbinden will.

Die Motion wurde von 43 Nationalrätinnen und Nationalräten fast aller im Parlament vertretenen Parteien mitunterzeichnet, was ihr breite Unterstützung sichern dürfte. Sollte sie dennoch abgelehnt werden, könnte im kommenden Frühling eine von Alliance Animale Suisse verfasste eidgenössische Volksinitiative mit demselben Ziel lanciert werden.

Noch im November 2017 hat der Ständerat ein ähnliches Geschäft abgelehnt, doch diese neue Motion scheint im Parlament nun auf grössere Zustimmung zu stossen. Wir können aber nicht ständig darauf hoffen, dass die Zeit es schon richten und die Situation der Tiere sich irgendwann einmal verbessern wird.

Im Oktober 2019 werden der National- und Ständerat für die nächsten vier Jahre neu gewählt.

Wir brauchen Ihre Stimme: Wählen Sie Kandidatinnen und Kandidaten, die sich für die Sache der Tiere einsetzen!

<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20184309>

# Oberster US-Gerichtshof bestätigt das kalifornische Foie-gras-Verbot

Nach einem langwierigen Rechtsstreit zwischen Produzenten, Gastronomen und Tierschützern hat der oberste Gerichtshof der USA am 7. Januar 2019 das Verbot von Stopfleber im Staat Kalifornien bestätigt.

Das Verbot wurde 2004 verabschiedet, um dieser Tierquälerei ein Ende zu setzen. Das entsprechende Gesetz, das bei Zu-widerhandlung eine Busse von 1000 Dollar vorsieht, trat 2012 in Kraft, wurde aber 2015 vom Gericht ausgesetzt.

Foie-gras-Produzenten und ein kalifornischer Gastronom hatten am obersten Gerichtshof gegen das Verbot geklagt und argumentiert, ein US-Staat dürfe ein Produkt, das auf nationaler Ebene erlaubt sei, nicht verbieten.

Frankreich, der weltweit grösste Stopfleberproduzent, zu dessen kulinarischem Erbe die Foie gras gehört, unterstützte die Kläger mit der Begründung, das kalifornische Gesetz sei ein Angriff auf die französische Tradition.



## Abstimmung über Grundrechte für Primaten

Die Stimmberechtigten von Basel-Stadt können über die Verankerung von Grundrechten für Primaten in der Kantonsverfassung abstimmen.

Der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt hatte die im Juni 2016 lancierte Volksinitiative für unzulässig erklärt, weil die Verleihung von Grundrechten an nicht menschliche Primaten dem Bundesrecht widerspreche. Die Grossrätinnen und Grossräte der SP und des Grünen Bündnisses verlangten, dass der Entscheid dem Basler Appellationsgericht als Verfassungsgericht übertragen werde. Doch die Mehrheit des Grossen Rates lehnte dies ab.



In der Folge reichten die Initianten selbst Beschwerde beim Verwaltungsgericht ein. Und das zu Recht, denn mit seinem Urteil vom 15. Januar 2019 hat das Gericht die Initiative an die Regierung zur Berichterstattung überwiesen. Der Grosse Rat muss zudem die Verfahrenskosten der Beschwerdeführer übernehmen.

Gemäss Initiativtext ermöglicht die Einführung von Grundrechten für Primaten, deren Interessen zu schützen. Unter anderem das Interesse, nicht als Versuchstier in einem Labor zu enden. Wer könnte da etwas dagegen haben?

# Circus Royal hat 2019 erneut Raubtiere im Programm

Obwohl die öffentliche Kritik an Raub- und anderen Wildtieren im Zirkus immer lauter wird, geht der Circus Royal erneut mit drei Löwen auf Deutschschweizer Tournee.

Die geringe Zuschauerzahl des zweitgrössten Schweizer Zirkus und selbst die Konkurseröffnung im vergangenen Jahr haben bei Direktor Oliver Skreinig offenbar kein Umdenken bewirkt. Tiere haben in den Käfigen und engen Gehegen der Zirkus-Menagerien nichts zu suchen!



## Die Flyer-Aktionen vor dem Zirkuszelt gehen 2019 weiter

Wie schon in den Vorjahren wird die LSCV an den Spielorten des Zirkus präsent sein und versuchen, das Publikum von einem Besuch der Vorstellungen abzubringen. Die ersten Aktionen fanden bereits statt: am 3. März in Weinfelden (TG), am 15. und 16. März in Aarau und am 19. März in Frick (AG). Kommen Sie auch und unterstützen Sie uns in den Städten, in denen der Circus Royal Station macht. Infos auf unserer Facebook-Seite oder bei Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



# Gerichte verharmlosen Tierquälerei im Labor

**Der Forscher Nikos Logothetis, der wegen Misshandlung von drei Versuchsaffen am Max-Planck-Institut in Tübingen angeklagt wurde, darf seine Versuche weiterführen.**



Im Dezember 2018 hat das Amtsgericht Tübingen das Strafverfahren gegen Logothetis und zwei weitere Forscher gegen Zahlung einer Geldauflage «für gemeinnützige Zwecke» eingestellt. Der für den 7. Januar 2019 angesetzte Gerichtsprozess gegen die drei Forscher wird also nicht stattfinden. Am 11. Januar 2019 rehabilitierte das Max-Planck-Institut (MPI) Nikos Logothetis, nachdem es ihm seine Aufgaben nach dem ursprünglichen Strafbefehl wegen «Tiermisshandlung durch Unterlassen» im Februar 2018 entzogen hatte.

## 2014: unerträgliche Bilder im Fernsehen

Am 10. September 2014 zeigte das deutsche Fernsehmagazin Stern TV mit versteckter Kamera gefilmte Aufnahmen aus dem Labor des Max-Planck-Instituts in Tübingen, Baden-Württemberg. Am Institut wurden 42 Versuchsaffen gehalten. Die Bilder, die ein eingeschleuster Mitarbeiter während sieben Monaten von 2013 bis 2014 gedreht hatte, zeigten verwahrloste Makaken, darunter ein Weibchen, das sich immer wieder erbrechen musste, und dessen Gesicht und Kopf nach dem Öffnen der Schädeldecke blutverschmiert waren. Die Bilder sorgten für grossen Aufruhr in der Öffentlichkeit.

## Lügen des MPI durch die Aufnahmen entlarvt

Das MPI behauptete zunächst, der Undercover-Mitarbeiter selbst sei für den schlechten Zustand des Affenweibchens Stella verantwortlich und hätte unverzüglich die verantwortlichen Tierärzte des Instituts benachrichtigen müssen. Die Aufnahmen beweisen aber, dass die

Tierärzte bereits wussten, dass Stella erbrechen musste, sich nicht mehr fortbewegen konnte und einseitig gelähmt war. Sie wurde fünf Tage später getötet. Das MPI warf dem eingeschleusten Mit-



arbeiter auch vor, einen der Affen sediert zu haben, um ihn in den Stuhl für die Tests zu setzen. Die Bilder zeigen aber klar, dass die Sedierung durch einen anderen Mitarbeiter vorgenommen wurde. Die Bilder deckten außerdem auf, dass die Affen mit Gewalt in den Versuchsstuhl gezwungen wurden, obwohl das Gesetz vorschreibt, dass sie dies freiwillig tun müssen.

Im Januar 2015 stellte der deutsche Verein Ärzte gegen Tierversuche Strafanzeige. Das Amtsgericht Tübingen eröffnete ein Verfahren gegen drei Forscher, darunter der zuständige Bereichsleiter des Max-Planck-Instituts für biologische Kybernetik, Nikos Logothetis. Das Gericht verurteilte die Forscher zu einer Geldstrafe, weil sie die Versuche bei drei Affen (Stella, Damy und Tina) zu spät beendet und dadurch den Tieren unnötiges Leid zugefügt haben. Die Forscher, die für die Dauer des Verfahrens von ihren Aufgaben freigestellt worden waren, erhoben Einspruch gegen diesen Strafbefehl.

Mitte Dezember 2018 gab das Amtsgericht Tübingen bekannt, dass der für den 7. Januar 2019 angesetzte Gerichtsprozess gegen die drei Forscher nicht stattfinden werde. Staatsanwaltschaft, Verteidigung und Gericht haben sich auf eine Einstellung des Verfahrens geeinigt, die laut Amtsgericht Tübingen mit einer Geldauflage in ungefährer Höhe der ursprünglich verhängten Geldstrafen verbunden ist. Dieses Geld soll gemeinnützigen Zwecken zufließen. Durch diese Zahlung kommt es weder zu einer Verurteilung noch zu einem Freispruch der Beschuldigten. Nur bei Nichtzahlung würde der Prozess wieder aufgenommen.

# NOZEANIUM

SAG NEIN ZUM AQUARIUM AM RHEIN

## Abstimmung in Basel-Stadt am 19. Mai 2019

Gemeinsam mit der Fondation Franz Weber ruft die LSCV die Basler Stimmberchtigten auf, das Ozeanium-Projekt des Balser Zoos abzulehnen.

Nachdem der Grosse Rat des Kantons Basel-Stadt die für das Projekt erforderliche Zonenänderung angenommen hatte, ergriffen im Oktober 2018 mehrere Organisationen und Parteien das Referendum gegen diesen Entscheid. Am 28. November 2018 konnte das Referendum mit 4923 Unterschriften der Staatskanzlei Basel-Stadt übergeben werden, so dass das Projekt nun vors Volk kommt.

Das überrissene Projekt des Basler Zoos umfasst den Bau von rund 40 Meerwasseraquarien, davon etwa 20 Grossaquarien, für insgesamt 100 Millionen Franken. Der Zoo gibt an, bereits 57 Millionen beisammen zu haben. Mit dem Ozeanium möchte der Zoo den Besuchern das Leben im Meer näherbringen und sie für Umweltfragen sensibilisieren.

### Hohe Sterblichkeit der Fische und Zerstörung von Ökosystemen

Paradoxerweise will der Zoo den Besuchern das Leben im Ozean näherbringen, indem er zahlreiche Tiere aus dem Meer entnimmt. Gemäss einer Studie des UN-Umweltprogramms

(UNEP) sterben bis zu 80 Prozent der Fische beim Fang und Transport, also noch bevor sie am Bestimmungsort ankommen. Der Zoo Basel nimmt also den Tod von Zehntausenden Tieren in Kauf, um ein paar Tausend Fische in seinem Ozeanium ausstellen zu können. Dazu kommen die negativen Auswirkungen der durch die Wildfänge verursachten Schäden auf die Ökosysteme.

### Vision NEMO

#### Meeresbeobachtung ohne schädliche Nebenwirkungen

Als Gegenmodell zum Projekt des Basler Zoos schlägt die Fondation Franz Weber die Schaffung eines vernetzten und multidisziplinären virtuellen Aquariums am selben Ort vor. Vision NEMO könnte zu einer einmaligen Schnittstelle zwischen Öffentlichkeit, Forschung und Wissenschaft werden.

Vom prächtigen Korallenriff in den Tropen bis zur geheimnisvollen Schönheit der Polarmeere. Vom tiefsten Tiefseegraben bis an die Bachquelle. Vision NEMO nimmt die Besucher mit in interaktive dreidimensionale Bilder- und Klangwelten.

Von einem Schwarm Delfine umringt sein? Jagende Buckelwale interaktiv studieren? Vision NEMO macht es möglich, in die unbekannte Meereswelt einzutauen, ohne dass Zehntausende Fische sterben müssen oder der Meeresgrund zerstört wird.

[www.vision-nemo.org/fr/](http://www.vision-nemo.org/fr/)





# Geschäftsbericht 2018

## LSCV - Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres

### Sekretariat und Büro

Auch dieses Jahr hat das Büro wieder Tausende von Briefen und E-Mails beantwortet, zahlreiche Anfragen bearbeitet und die Aktionen der LSCV koordiniert. Dass die LSCV über mehrere Tausend Mitglieder verfügt, ist ein grosses Glück, denn diese sichern die notwendigen Mittel für unsere Aktivitäten. Die grosse Mitgliedschaft bindet aber auch viele Ressourcen, etwa für die zahlreichen Fragen, die uns gestellt werden, oder die vielen Hilferufe, die uns wegen misshandelter Tiere erreichen. Wir tun unser Bestes, um alle Anfragen möglichst schnell zu beantworten. Je nach Stand der laufenden Aktionen müssen wir unsere Ressourcen aber manchmal auf ein bestimmtes Ziel hin bündeln. Sollten wir Ihre Anfragen nicht innerhalb weniger Tage beantworten, zögern Sie bitte nicht, noch einmal nachzufragen.

Für die Organisation und Verwaltung der LSCV sind die Kassierin und Vorstandsekretärin, Laurianne Nicoulin, sowie der Präsident, Luc Fournier, zuständig. Laurianne Nicoulin kümmert sich zudem um die Kampagnen in der Westschweiz und um die Standaktionen. Vizepräsident Benjamin Frei ist für alle Aktionskampagnen in der Deutschschweiz zuständig. Die Journalistin Athénaïs Python ist für die Produktion von Multimedia-Inhalten sowie die Kommunikation mit den Medien und der Öffentlichkeit verantwortlich. Charly Pache fungiert als Bindeglied zwischen den französisch- und den deutschsprachigen

Mitgliedern und Gruppen. Luc Fournier kümmert sich um den Bereich Tierversuche, die Kommunikation und die Kampagnen der LSCV. Die LSCV hat zwei bezahlte Stellen: eine 80-Prozent-Stelle für die Verwaltung und Administration sowie eine 70-Prozent-Stelle für die Multimediacomunikation und die Kommunikation.

### Generalversammlung und Vorstand

Die LSCV-Generalversammlung 2018 fand am Nachmittag des 28. Aprils in Genf statt. Der Zentralvorstand kam am

Vormittag desselben Tages zusammen. Die wichtigsten Traktanden waren die Weiterführung der jährlichen finanziellen Unterstützung für Tierheime und Kastrationskampagnen, die Finanzierung von Forschungsprojekten für neue Ersatzmethoden sowie die Weiterführung der laufenden Aktionen.

**Am 31. Dezember 2018 setzte sich der Vorstand aus den folgenden Personen zusammen:**

Präsident: Luc Fournier; Vizepräsident: Benjamin Frei; Kassierin und Vorstandsekretärin: Laurianne Nicoulin; Mitglieder: Paul Ecoffey, Suzann Karagoz.

### Buchhaltung

Unsere Buchhaltung wird jedes Jahr von einem Treuhänder überprüft. Die LSCV ist steuerbefreit. In diesem Zusammenhang weisen wir Sie darauf hin, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) sämtliche Spenden an die LSCV, deren Betrag CHF 100.– übersteigen, von den Steuern abziehen können. Um die Abzugsmodalitäten zu erfahren, kontaktieren Sie am besten Ihre Steuerverwaltung.

### Finanzen

Der Jahresabschluss 2018 weist einen Verlust von CHF 93'875.96 aus. Der Grund dafür sind geringere Einnahmen, die sich dadurch erklären, dass während des Jahres kein Mailing an die 20'000 Spenderinnen und Spender der LSCV verschickt wurde. Die Einführung einer neuen Verwaltungs- und Buchhaltungssoftware Anfang 2018 nahm viel Zeit und Ressourcen des LSCV-Büros in Anspruch. Zudem stellte das Unternehmen, das bisher die Überweisungen der 20'000 Spender/-innen im Auftrag der LSCV verwaltet hatte, seine Tätigkeit im Laufe des Jahres ein, sodass wir sämtliche Daten einpflegen mussten. Das hatte den Nachteil, dass während dieser Zeit keine Spendenaufrufe versandt werden konnten. Der Vorteil aber ist, dass ab 2019 sämtliche Daten unserer 30'000 Mitglieder und Spender/-innen direkt vom LSCV-Büro verwaltet werden.

## Europäische Koalition zur Beendigung von Tierversuchen

Laurianne Nicoulin hat die LSCV an den zwei jährlichen ECEAE-Treffen vertreten. Das erste fand vom 7. bis 8. März am Sitz der belgischen Organisation Gaïa in Brüssel statt. Zehn der 17 ECEAE-Mitgliedsorganisationen aus ganz Europa waren vor Ort.

Diskutiert wurden die wichtigsten laufenden Kampagnen. Dazu gehören unter anderem die Kampagne gegen Versuchsaffentransporte durch die Fluggesellschaft Air France-KLM und den Versuchsaffenhandel in Mauritius; die Anti-Botox-Kampagne mit der jährlich organisierten Botox Action Week sowie die Aktionen im Rahmen des REACH-Programms, das zahlreiche Toxizitätstests an Tieren verlangt. Das zweite Treffen fand vom 7. bis 9. November in Wien statt. Die britische

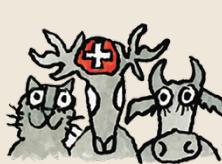
Tierschutzorganisation CFI gab wegen des geplanten Austritts Grossbritanniens aus der EU ihren Rücktritt aus der ECEAE bekannt. Da sich der ECEAE-Sitz bisher in Grossbritannien befand, muss dieser nun verlegt werden.

Zudem gab die CFI bekannt, einen neuen europäischen Verband mit den Namen CFI Europe gründen zu wollen. Es ist gut möglich, dass ihr einige der ECEAE-Mitglieder in diese neue Organisation folgen werden.

## Alliance Animale Suisse (AAS)

Am 30. Januar 2018 trat die LSCV als dritte Organisation nach Animal Trust und Wildtierschutz Schweiz der Alliance Animale Suisse bei. Der Beitritt erfolgte anlässlich einer Sitzung in den Räumlichkeiten der AAS in Zürich. Die AAS ist hauptsächlich im eidgenössischen Parlament aktiv, wo sie sich mit Hilfe eines professionellen Lobbyisten für den Tierschutz einsetzt.

Zur Vorbereitung für die Sessionen fanden am 20. Juni, 18. September und 8.



November Sitzungen in Zürich statt. Dabei wurden auch die Statuten der AAS verabschiedet. Am 11. Dezember vergab die AAS in Bern den Preis «Triple A des Tierschutzes» an Nationalrätin Isabelle Chevalley und würdigte damit deren Engagement für die Sache der Tiere im eidgenössischen Parlament. Die LSCV hielt die Rede an der Preisverleihung auf Deutsch und Französisch.

Ergebnisse aus 53 Referenzstudien der Krebsforschung reproduzierten. Mehrere Studienautoren gaben schliesslich zu, gewisse Ergebnisse bewusst manipuliert zu haben, damit sie die Studie publizieren konnten.

Die Hochschulforschung lebt von Publikationen, nicht von Innovationen für die menschliche Gesundheit. Auch die Forschenden selbst stehen unter dem Druck, um jeden Preis Ergebnisse publizieren zu können. In so einem Forschungssystem gibt es keinen Platz für echte Innovation, schon gar nicht, wenn dafür viele Jahre stiller Forschung nötig sind.

Sich für die Entwicklung von Ersatzmethoden einzusetzen, heisst auch, sich gegen dieses von den Hochschulen und der Wissenschaft breit gestützte Forschungssystem zu stellen. Es braucht Mut und Durchhaltevermögen, um den Interessen, die hier im Spiel sind, entgegenzutreten. Doch zu unserem Glück zeigt Nationalrätin Isabelle Chevalley ausserordentliches Engagement in diesem Bereich.

So bewirkten die in den letzten Jahren eingereichten Interpellationen und Motionen zur mangelnden Förderung von Ersatzmethoden, dass die Stiftung Forschung 3R durch ein Kompetenzzentrum 3R unter der Federführung des Bundes ersetzt wurde. Es gibt noch viel zu tun, damit Ersatzmethoden eine echte Chance bekommen. Doch es bewegt sich endlich etwas. Dafür sind wir Isabelle Chevalley unendlich dankbar.

Danke!



Liebe Tierschützerinnen und Tierschützer Verehrte Gäste Sehr geehrte Damen und Herren

Das dritte Jahr in Folge vergibt die Alliance Animale Suisse das «Triple A des Tierschutzes»

an eine Persönlichkeit aus der Politik und verleiht ihr den Titel «Ambassadrice active de la cause Animale», aktive Botschafterin für die Sache der Tiere. Mit grosser Freude ergreifen wir heute im Namen der Alliance Animale Suisse das Wort auf Französisch: Der diesjährige Preis geht an Frau Nationalrätin Isabelle Chevalley.

Frau Chevalley hat sich mit verschiedenen Vorstössen im eidgenössischen Parlament für den Tierschutz eingesetzt, etwa in den Themenbereichen Jagd, Tiere im Zirkus oder Pelze. Wir werden aber vor allem auf ein Thema eingehen, das uns besonders am Herzen liegt: die Tierversuche.

Der Einsatz von Tieren in der Forschung und das Leid, das ihnen dabei zugefügt wird, sind natürlich ein ethisches, aber auch ein wissenschaftliches Problem. Denn die Übertragbarkeit von am Tiermodell gewonnenen Daten auf eine andere Spezies ist mit einer Vielzahl von Unsicherheiten behaftet.

Es gibt also ein offensichtliches wissenschaftliches Interesse, neue, tierfreie Forschungsmethoden zu entwickeln, die zuverlässiger und effizienter sind. Trotzdem nimmt die Zahl der Tierversuche an Schweizer Hochschulen leider jedes Jahr weiter zu.

Doch welche konkreten, auf den Menschen übertragbaren Ergebnisse kommen dabei heraus?

Vor ein paar Jahren bemängelte ein amerikanisches Pharmaunternehmen die Qualität der Hochschulforschung, denn es konnte nur sechs





## Unterstützung von Studierenden

Die LSCV empfing mehrere Studierende, die Arbeiten zu Themen wie Tierversuche, Pelz oder Ausbeutung von Tieren verfassen wollten. Zudem beantwortete das LSCV-Büro zahlreiche Anfragen und Fragebogen von Schülerinnen und Schülern, Studierenden und Lernenden. Eine Studentin absolvierte bei uns ein Praktikum im Rahmen ihrer Ausbildung.

Am 28. November hielt die LSCV am Gymnasium Renens einen Vortrag zum Thema «Marketing für die Sache der Tiere». Das Publikum bestand aus 250 Schülerinnen und Schülern, die sich im Rahmen des Wirtschaftsunterrichts mit Marketing befassten. Der Vortrag gab einen Überblick über verschiedene Kampagnen, mit denen die LSCV in den letzten Jahren gegen die Ausbeutung von Tieren bei Tierversuchen sowie in der Pelz- und Foie-gras-Produktion gekämpft hatte. Nach dem Vortrag konnten die Schülerinnen und Schüler Faux Gras degustieren.

## Kommissionen

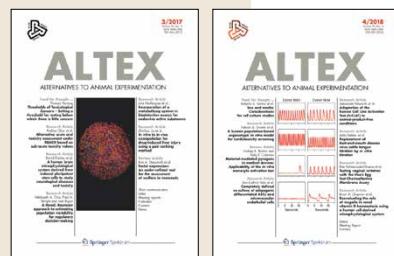
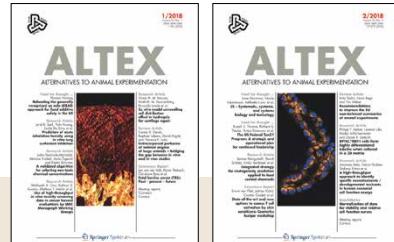
Die Tätigkeit der Kommissionsmitglieder besteht unter anderem in der Prüfung der von Forschenden eingereichten Gesuche für Tierversuche. Die Kommission stellt anschliessend einen Antrag auf Bewilligung oder Ablehnung an die kantonalen Behörden.

## InterNiche

Auch 2018 unterstützte die LSCV wieder das internationale Netzwerk InterNICHE, das auf den Ersatz von Tieren für Ausbildungszwecke hinwirkt.

# ALTEX

ALTEX ist die wichtigste wissenschaftliche Zeitschrift, die über Alternativmethoden berichtet. Sie erscheint auf Englisch und Deutsch und kann weltweit in Papierform oder in elektronischer Version abonniert werden. Die LSCV ist seit Gründung der ALTEX Edition Ende 2006 in deren Vorstand vertreten.



## Aktionen

### Freiburg - Internationaler Tag zur Abschaffung der Tierversuche

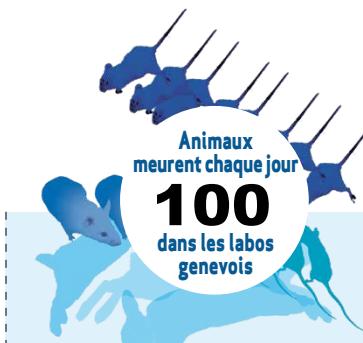
Die von der LSCV und dem Verein PEA organisierte Demonstration fand am 21. April in Freiburg statt. Rund ein Dutzend Organisationen waren schon am Morgen auf dem Place Georges Python mit Informations- und Verpflegungsangeboten präsent. Ein Demonstrationszug mit 300 Personen marschierte vor den Unistandort Pérrolles, wo seit vielen Jahren Affenversuche durchgeführt werden. Während der Demo fand ein Happening statt, bei dem Forschende und Kokain konsumierende Affen dargestellt wurden, um der Bevölkerung die Versuche, denen die Tiere an der Universität ausgesetzt sind, vor Augen zu führen.



### Primatenversuche an der Universität und der ETH Zürich

Am 26. Mai 2018 fand in Zürich eine von der LSCV organisierte Demo gegen die Wiederaufnahme von Affenversuchen an der Universität und der ETH Zürich statt. Nach dem Demonstrationszug durch die Stadt bildeten die Demonstranten eine grosse Menschenkette rund um das ETH-Gebäude. Am 28. Mai und am 18. Juni fanden weitere Happenings und Menschenketten vor der ETH statt.





## Genf - kantonale Volksinitiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche»

Mit Beschluss vom 24. Januar 2018 erklärte der Genfer Staatsrat unsere im April 2017 eingereichte Initiative teilweise für ungültig. Die Ungültigerklärung betraf das Recht der Kommissionsmitglieder, Versuchslabors individuell und ohne Vorankündigung zu kontrollieren. Kontrollen durch einzelne Mitglieder könnten verhindern, dass den Forschenden der Kontrollbesuch – zum Beispiel von einem Kommissionsmitglied aus der Forschung – vorangekündigt wird. Die LSCV reichte am 26. Februar 2018 Beschwerde gegen die teilweise Ungültigerklärung ein. Das Genfer Kantonsgericht bestätigte jedoch mit seinem Entscheid vom 30. Juli 2018 die teilweise Ungültigerklärung (S. 17/21). Das Recht enthalte «implizit eine Kollegialitätsregel» innerhalb der Kommission, so das Gericht. Dies «soll stillschweigend verhindern, dass in den einzurichtenden Kommissionen ernsthafte Schwierigkeiten auftreten, d. h. dass Mitglieder, die in der Minderheit oder besonders aktiv sind, die Kommission umgehen, ihr widersprechen oder sogar ihre Tätigkeit lahmlegen». Das ist wenigstens Klartext. Man nimmt gerne ein paar Alibi-Tierschutzvertreter in die Kommission auf, solange sie in der Minderheit bleiben und über keine Möglichkeiten verfügen, wirksam tätig zu werden. Die Gesundheitskommission des Genfer Grossen Rates, die zur Stellungnahme aufgefordert worden war, lud den Präsidenten der LSCV am 28. September zu einer Anhörung. Bei dieser Gelegenheit verfasste die LSCV eine Mitteilung an die Grossrätiinnen und Grossräte, in der sie die aktuelle Situation aufzeigte und erklärte, warum der kantonalen Tierversuchskommission echte Handlungsmöglichkeiten, insbesondere ein Beschwerderecht gegen die vom Kanton erteilten Versuchsbewilligungen, eingeräumt werden müssen. Die Volksabstimmung soll 2019 stattfinden.

## Botox Action Week

Die von der ECEAE organisierte jährliche Botox Action Week (Anti-Botox-Kampagne) fand vom 25. bis 30. Juni 2018 parallel in verschiedenen europäischen Ländern statt. In der Schweiz trat die LSCV am 9., 13. und 23. Juni mit Standaktionen auf. Wie schon 2017 richtete sich die Kampagne hauptsächlich gegen den Weltkonzern Nestlé, welcher die an Tieren getesteten Botox-Produkte des Pharmaunternehmens IPSEN in der Schweiz vertreibt. Für die von der LSCV lancierte Petition gegen den langen und grausamen Tod Tausender Tiere für kosmetische Produkte, die von Nestlé vertrieben werden, kamen fast 60'000 Unterschriften zusammen, die im September 2018 beim Nestlé-Sitz hätten eingereicht werden sollen.



Das war jedoch gar nicht mehr nötig, da der Pharmahersteller IPSEN uns bereits im August mitteilte, er werde die Tierversuche durch ein zellbasiertes Testverfahren ersetzen. Diese ausgezeichnete Nachricht bildet den krönenden Abschluss einer langjährigen Anti-Botox-Kampagne, mit der wir erreichen konnten, dass die drei wichtigsten Hersteller von auf Botulinumtoxin A basierenden Produkten nacheinander auf Tierversuche verzichteten: Allergan (2012), Merz (2015) und nun auch Ipsen (2018).

## Global ban - Konferenz am UNO-Sitz in Genf

Am 16. November fand im Palais des Nations in Genf eine Tagung statt, die sich mit der Resolution des Europäischen Parlaments «Für ein weltweites Verbot von Tierversuchen für kosmetische Mittel» beschäftigte. Organisiert wurde der Anlass von den Organisationen OIPA, ATRA und LSCV. Acht Referentinnen und Referenten sprachen über Tierversuche für Kosmetika und mögliche Strategien, um diese weltweit zu verbieten. Ebenfalls erörtert wurden die Situation in der Schweiz, die neusten Innovationen im Bereich der Ersatzmethoden und die Entwicklung der Situation in den Ländern, in



denen Tierversuche für Kosmetika noch obligatorisch sind.

Die LSCV richtete sich am 8. Oktober mit einem Schreiben an den Vorsteher des eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA), Bundesrat Ignazio Cassis. Darin forderte sie den Bund auf, die Resolution des Europäischen Parlaments in der UNO zu unterstützen. Rund 60 Bundesparlamentarierinnen und -parlamentarier erhielten ein ähnliches Schreiben. Am 14. November antwortete das BLV im Namen von Bundesrat Ignazio Cassis, dass der Bund die europäische Resolution nicht unterstützen werde.

*Vortrag von Dr. Daniel Favre, LSCV-Vertreter in der Waadtländer Tierversuchskommission, anlässlich der Konferenz «Für ein Verbot von Tierversuchen für Kosmetika» vom 16. November 2018 im Palais des Nations in Genf.*

### «Ein Verbot als Innovationstreiber»

Sehr geehrte Damen und Herren

Ich danke Ihnen, dass Sie heute hier sind. Ich habe die Ehre, mit meinem Vortrag den Schlusspunkt dieser Tagung zum Verbot von Tierversuchen für kosmetische Mittel zu setzen.

Ich bin Doktor der Biologie. Unmittelbar nach meinem Abschluss an der Universität Lausanne vor fast 30 Jahren habe ich meine Arbeit an In-vitro-Modellen im Bereich der Virologie aufgenommen. Ich arbeitete an der Universität Bern, an der Universität Freiburg und schliesslich



in Kanada, wo ich eine Postdoc-Stelle innehatte.

Schon vor 30 Jahren war klar, dass tierfreie Forschungsmodelle der beste Weg zu einer grösstmöglichen Patientensicherheit in der Humanmedizin sind.

Die wirtschaftliche Realität in der Forschung wies jedoch in eine andere Richtung. Jahrzehntelang standen für Ersatzmethoden kaum Mittel zur Verfügung. **Wie ist es möglich, dass im Jahr 2018 immer noch an Tieren getestet wird, ob ein Molekül für den Menschen unschädlich ist? Wie können wir uns mit einer Methode zufriedengeben, die keine zuverlässigen Aussagen über das toxische Potenzial eines Produkts liefert?**

Schon vor fast 50 Jahren ist es der Menschheit gelungen, auf dem Mond zu landen. Wie lässt sich da erklären, dass die Staaten in so wichtigen Bereichen wie der menschlichen Gesundheit und der Gesundheitssicherheit noch nicht über Forschungsmodelle mit einer so geringen Aussagekraft hinausgekommen sind? Nach welchen Prioritäten werden öffentliche Mittel eingesetzt?

Glücklicherweise findet seit etwa zehn Jahren unter dem Druck der Öffentlichkeit ein Wandel statt. Endlich fließen die finanziellen Mittel nun auch in innovative Projekte. In einigen Bereichen wie der Züchtung von dreidimensionalem Gewebe aus menschlichen Zellen oder der Nachbildung von Mini-Organen wurden bereits ziemlich spektakuläre Fortschritte erzielt. Der Ausgangspunkt für diese Fortschritte sind nicht selten Gesetze oder Richtlinien, welche die Forscher dazu zwingen, eine Alternative zu Tierversuchen zu entwickeln.

**In diesem Sinne ist das 2013 eingeführte EU-weite Verbot von Tiervers-**

**suchen für kosmetische Produkte und deren Inhaltsstoffe richtungsweisend.** Erstmals haben Staaten den Einsatz von Versuchstieren verboten, obwohl noch keine offiziell validierten Alternativen vorhanden waren, um die In-vivo-Tests zur Feststellung der Toxizität bei wiederholter Verabreichung, der Reproduktionstoxizität und der Toxikokinetik zu ersetzen.

Erstmals haben Staaten damit der Industrie klar gemacht, dass diese nicht genügend Mittel investiert, um die ethischen Probleme im Zusammenhang mit dem Einsatz von Tieren bei der Produktentwicklung zu lösen.

Der Ersatz dieser drei In-vivo-Toxizitätstests ist tatsächlich eine grosse wissenschaftliche Herausforderung. Hätte man die Tierversuche im Kosmetikbereich nicht verboten, hätten sie wahrscheinlich noch jahrelang als notwendig und unersetzlich gegolten.

Erst dank dem Verbot wurden Mittel für die Entwicklung von Ersatzmethoden bereitgestellt. So flossen im Rahmen von «Horizon 2020», dem aktuellen Rahmenprogramm der Europäischen Union für Forschung und Innovation 2014–2020, sogar 30 Millionen Euro in das gemeinschaftliche Projekt EU-ToxRisk. Dieses sechsjährige Pilotprojekt, das am 1. Januar 2016 begonnen hat, widmet sich unter anderem der Entwicklung von In-silico-Modellen im Bereich der Toxikokinetik, von High-Content-Imaging-Systemen und von Hochdurchsatz-Technologien für die Toxikogenomik.

Auch in den USA erfährt die Entwicklung von ethischeren und leistungsfähigeren Methoden seit einigen Jahren stärkere Unterstützung. Das 2007 lancierte Forschungsprogramm «Tox21» schuf

die Grundlagen für die Entwicklung von tierversuchsfreien Toxizitätstests. Eine noch wichtigere Unterstützung kam vom ehemaligen US-Präsidenten Barack Obama, der 2016 eine Revision des Gesetzes zur Kontrolle toxischer Stoffe (Toxic Substances Control Act, TSCA) durch den Kongress brachte. Das revidierte Gesetz forderte erstmals tierfreie Testmethoden für Chemikalien, Pflanzenschutzmittel, Biozide und Kosmetika. Vor allem in die Entwicklung von alternativen Testverfahren für die akute Toxizität flossen umfangreiche Mittel, was den auf diese Methoden spezialisierten Forschungsgruppen in den USA neue Dynamik verlieh.

**Und in der Schweiz? Nun, hierzulande stehen der Entwicklung von Ersatzmethoden nach wie vor die bestehenden finanziellen und akademischen Interessen im Wege.** Trotz steigender Popularität tierfreier Methoden weigern sich Vertreter der In-vivo-Forschung immer noch, von Ersatz- oder Alternativmethoden zu sprechen, und bezeichnen sie stattdessen als «komplementäre» oder «ergänzende» Methoden zum Tierversuch.

Selbst im Bereich der kosmetischen Produkte wurde erst am 1. Mai 2017 mit dem Inkrafttreten von Artikel 20 Absatz 3 des neuen Lebensmittelgesetzes und Artikel 59 der zugehörigen Verordnung endlich ein ähnliches Verbot wie in der Europäischen Union eingeführt.

Auf den ersten Blick möchte unsere Gesetzgebung schon davor relativ ambitioniert scheinen. Seit mehr als 25 Jahren verlangt Artikel 22 des eidgenössischen Tierschutzgesetzes (TSchG), dass der Bund die Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von Methoden fördert, die Tierversuche ersetzen oder reduzieren.

Allerdings begnügt sich der Bund seit mehr als 25 Jahren damit, über die Stiftung Forschung 3R ein paar Hunderttausend Franken in Projekte zu investieren, die der Verpflichtung von Artikel 22 TSchG nachkommen.

Seit Jahren beanstanden zahlreiche Akteure die mangelnde Wirksamkeit dieser Stiftung und die geringe Zahl der unterstützten Projekte. Schon mehrmals wurde diese unerklärliche Situation in parlamentarischen Vorstößen thematisiert.

**Wie lässt sich rechtfertigen, dass der Bund die gesamte Forschung im Bereich der Ersatzmethoden mit durchschnittlich 400'000 Franken pro Jahr abspeist, während er im gleichen Zeitraum 46 Millionen Franken für den Betrieb von Versuchstierhaltungen an Schweizer Hochschulen aufbringt und zusätzlich mehr als 100 Millionen für die Finanzierung von Tierversuchen zur Verfügung stellt?**

Dank verschiedener Vorstösse von Parlamentariern wie der Baselbieter Nationalrätin Maya Graf und der Waadtländer Nationalrätin Isabelle Chevalley schien sich die Lage 2018 zu verbessern, als die Stiftung Forschung 3R durch ein 3R-Kompetenzzentrum unter der Leitung des Bundes ersetzt wurde.

Letztlich haben aber die Schweizer Hochschulen die Federführung des der Universität Bern angegliederten Kompetenzzentrums übernommen. Und diese scheinen das jährliche Budget von immerhin 2,6 Millionen Franken leider hauptsächlich für die Ausbildung und Informationsbeschaffung einzusetzen zu wollen. Als ob die Forschergemeinschaft alleine durch Information zur Lancierung von innovativen Projekte bewegt werden könnte, wo doch jeder Forscher zuerst die Finanzierung seiner Arbeit sicherstellen muss.

Im Vergleich zu unseren Nachbarländern und den USA, die immer umfangreichere Mittel für die Entwicklung von Ersatzmethoden bereitstellen, oder zu den Niederlanden, die 2016 auf Initiative des Landwirtschaftsministers eine Strategie zum Ausstieg aus der Tierversuchsforschung bis 2025 erarbeitet haben, mangelt es unserem Land unverständlichweise an jeglichem Ehrgeiz in diesem Bereich.

In seiner Resolution für ein weltweites Verbot von Tierversuchen für kosmetische Mittel erinnert das Europäische Parlament daran, dass Europa eine florierende und innovative Kosmetikin-

dustrie hat, die rund zwei Millionen Menschen beschäftigt. Gleichzeitig ist Europa der weltweit grösste Markt für Kosmetikprodukte. Das europäische Tierversuchsverbot hat die Entwicklung in diesem Bereich nicht gefährdet. Vielmehr hat es die Forschung im Bereich der alternativen Testmethoden vorangetrieben, was weit über die Kosmetikbranche hinaus Wirkung zeigt.

Auch in der Schweiz müssen wir keine Angst vor Tierversuchsverbots haben. Sie sind das wirksamste Mittel, um eine bessere und ethischere Forschung in Gang zu bringen, die wirklich im Dienste unserer Gesundheit steht.

Es ist an uns als Bürger und Steuerzahler, uns Gehör zu verschaffen, damit der Ersatz von Tierversuchen endlich Realität wird.

Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit.

## Standaktionen gegen Pelz und Foie gras

Das vierte Jahr in Folge führte die LSCV von Oktober bis Dezember in den Kantonen Genf, Waadt, Freiburg und Neuenburg mehrere Standaktionen gegen Pelz und Stopfleber durch. Wie in den Jahren zuvor wurde an den Infoständen die Faux Gras von Gaïa, eine vegane Alternative zur Foie gras, kostenlos zur Degustation angeboten. Zudem wurde die LSCV eingeladen, am 13. Dezember eine öffentliche Degustation im Café de l'Ancienne Gare in Freiburg durchzuführen. Das Restaurant führt das vegane Produkt auf seiner Karte. Insgesamt wurden während der Kampagne mehr als 2300 Dosen Faux Gras umgesetzt.



## Für eine Genfer Herbstmesse ohne Pelz und Stopfleber

Die im Jahr 2016 lancierte Kampagne gegen die Genfer Herbstmesse wurde auch 2018 wieder aufgenommen. Vom 2. bis 11. November wurden Tausende Flyer verteilt, um die Bevölkerung von einem Besuch der Messe abzuhalten, solange diese nicht auf die Vermarktung von Produkten verzichtet, deren Herstellung in der Schweiz aus Tierschutzgründen verboten ist. Dazu gehören hauptsächlich Pelzprodukte und Foie gras. Nachdem die LSCV 2017 festgestellt hatte, dass sämtliche Stände, die Pelzprodukte anboten, sich nicht an die Deklarationsvorschriften hielten, führte sie am 11. November erneut eine Kontrolle durch.



Wieder verstießen sämtliche Stände gegen die Vorschriften. Die LSCV machte in der Presse und in einem Radiointerview auf diese Situation aufmerksam und kündigte an, Strafanzeige gegen die Direktion der Herbstmesse sowie gegen das Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) zu erstatten. Nach dieser Ankündigung organisierte das BLV, das bisher keinem unserer Hinweise auf falsch deklarierte Pelze nachgegangen war, in kürzester Zeit Kontrollen in den von der LSCV gemeldeten Läden, um sich vor rechtlichen Schritten zu schützen.



## Weitere Stände und Kundgebungen der LSCV



**3. Februar** – Demonstration am Thuner Pelz- und Fellmarkt, dem grössten Jagd- und Pelzmarkt der Schweiz. Organisiert wurde die Demo von den Vereinen Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, Tier im Fokus, Anti Fur League, International Marine Mammal Conservation Society Germany e. V. und LSCV.

**17. Februar** – Demo anlässlich der Jagdmesse Fischen Jagen Schiessen 2018 in Bern. Organisiert wurde die Demo von den Vereinen Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, Tier im Fokus, Anti Fur League und LSCV.

**16. bis 18. Februar** – Telefon- und Social-Media-Protest gegen den Pelzverkauf der Ladenkette Escada.

**6. bis 8. April** – Telefonprotest gegen die Ladenkette PKZ im Rahmen der Deutschschweizer Kampagne «Wir wollen PKZ pelzfrei!».

**25. April bis 2. Mai** – Flyer-Aktion in Basel vor dem Circus Royal, dem letzten Schweizer Zirkus, der noch Raubtiere im Programm hat.



**16. Juni** – LSCV-Stand am Sommerfest des Tierheims *La Bouche qui rit* im Wallis.

**25. Juni** – LSCV-Stand an der Demo gegen Speziesismus, die vom Verein PEA in Genf organisiert wurde.

**7. Juli** – LSCV-Stand an der Einweihungsfeier des didaktischen Tierheims *La colline aux lapins* in Neuenburg.



**31. August bis 1. September** – LSCV-Stand am Open Air Abyss Festival in Hauteville (FR).



**28. bis 29. September** – LSCV-Stand am Musikfestival Crabcore Fest in Genf.



**13. Oktober** – Demo «Das Schlachten beenden!» in Zürich.

**21. bis 24. Dezember** – Telefonprotest gegen die Ladenkette PKZ im Rahmen der Deutschschweizer Kampagne «Wir wollen PKZ pelzfrei!».



Die LSCV intervenierte gegen eine von den kantonalen Behörden erteilte Bewilligung für Tierversuche, bei denen Affen Kokain verabreicht wird. Die von uns zusammengetragenen Informationen wiesen darauf hin, dass das Forschungsgesuch in mehreren Punkten nicht den rechtlichen Bestimmungen entsprach und der Versuch somit nicht hätte bewilligt werden dürfen. Am 2. Februar bat die LSCV das Rektorat der Uni Freiburg um ein Gespräch. Als diese Bitte unbeantwortet blieb, lancierte die LSCV am 6. Februar die Petition «Affen unter Kokain an der Universität Freiburg: für einen sofortigen Abbruch der Experimente!» Am 19. Februar weigerte sich das Rektorat der Universität, uns zu empfangen und die Petition entgegenzunehmen, mit der Erklärung, dass Affenversuche «auf der Grundlage eines strengen rechtlichen Rahmens und einer Güterabwägung möglich sein müssen». Am 22. Februar wurden die 19'000 Unterschriften, die in nur zwei Wochen für die Petition zusammengekommen waren, dem Sekretariat des Freiburger Grossen Rates übergeben.



Während der Kampagne befragten mehrere Zeitungen, darunter *La Liberté*, *20 Minutes* und *Le Matin Dimanche*, die LSCV und berichteten über die Petition. Am 12. Februar drehte das Westschweizer Fernsehen RTS in den Räumlichkeiten der LSCV ein Interview, das am 18. Februar in der Sendung «*Mise au point*» ausgestrahlt wurde. RTS sowie die Regi-



onalsender *La Télé* und *Radio Fribourg* waren auch bei der Einreichung der Petition dabei und strahlten weitere Interviews aus.

Am 12. bzw. 23. März lehnten es das Rektorat der Universität und der Staatssrat des Kantons Freiburg ab, die in unserer Petition aufgeworfenen strittigen Punkte zu untersuchen: Es sei alles nach den geltenden Bestimmungen abgelaufen. Mit derselben Begründung beschloss am 19. Juli auch die Petitionskommission, nicht auf unsere Petition einzugehen, und dies, obwohl sie die von uns angezweifelten Unterlagen keinerlei Prüfung unterzogen hatten. Wir baten die Kommission am 23. Juli erneut um eine Prüfung und machten sie darauf aufmerksam, dass es für sie ein Leichtes wäre, festzustellen, ob das Bewilligungsverfahren gesetzeskonform war oder nicht. Dies lehnte die Kommission am 13. September erneut ab. Somit wurde das Dossier definitiv geschlossen, ohne je einer eingehenden Untersuchung unterzogen worden zu sein. Und die LSCV selbst hat keine rechtliche Handhabe, um Anzeige gegen die Behörden oder die Universität zu erstatten und diese zur Herausgabe der strittigen Punkte zu zwingen.



## Wiedereinführung der Jagd im Kanton Genf

Die LSCV wurde in der Wahlkampagne für den Genfer Staatsrat im April 2018 aktiv, weil Staatsrat Luc Barthassat nach wie vor an seinem Vorhaben, Genfer Jägern den Abschuss von Wildtieren zu erlauben, festhielt. Aktivistinnen und Aktivisten verteilten während des ganzen Wahlkampfes Flyer mit dem Aufruf, Barthassat nicht wiederzuwählen. Die Plattform tier-parlament.ch schuf eigens eine Website für die Genfer Kantonswahlen. Und tatsächlich wurde Luc Barthassat am 6. Mai 2018 nicht wiedergewählt. Die von ihm geplante Wiedereinführung der Jagd ist somit begraben.

Einzig der 2017 von der FDP eingebrachte Gesetzesvorstoss (PL 12043A) war immer noch hängig. Dieser zielt darauf ab, die Kommission für Wildtierregulierung aufzuheben. Diese Kommission setzt sich aus zwei Tier- und Naturschutzvertretern zusammen und kann die vom Staatssrat aufgehobenen Jagdverbote bewilligen oder ablehnen. Da der Gesetzesentwurf im Herbst zur Abstimmung kommen sollte, sprachen die LSCV und tier-parlament.ch bei allen Grossräätinnen und Grossräten vor, von denen anzunehmen war, dass sie gegen die Vorlage stimmen würden. Tier-parlament.ch produzierte ein Informationsvideo und streute es ab September breit in den sozialen Netzwerken.



Obwohl eine Mehrheit der Grossräte überzeugt war, dass der Gesetzesvorschlag aufgrund der bürgerlichen Parlamentsmehrheit angenommen werden würde, wurde er am 2. November mit 45 (SP, Grüne, Ensemble à gauche und 5 CVP-Vertreter/innen) zu 42 (FDP, SVP, MCG, CVP) Stimmen knapp abgelehnt. Die LSCV verfolgte die Abstimmung vor Ort, und tier-parlament.ch interviewte nach der Sitzung Grossräätinnen und Grossräte, die über das Resultat erfreut waren.

Während der gesamten Kampagne weigerte sich der Nachfolger von Luc Barthassat, der grüne Staatsrat Antonio Hodgers, zum Gesetzesentwurf Stellung zu nehmen, obwohl er sich vor seiner Wahl gegen den Vorstoss ausgesprochen hatte. Auf unsere Schreiben vom 16. September und 16. Oktober antwortete er erst, nachdem der Grossen Rat den Vorstoss bereits abgelehnt hatte.

Ganz politischer Profi zeigte er uns damit, wie leicht es ist, sich auf seinen Wahlversprechen auszuruhen.

Luc Barthassat stellte am 15. Mai 2018 Strafantrag wegen falscher Anschuldigung, übler Nachrede und Verleumung gegen den Präsidenten der LSCV. Die Staatsanwaltschaft stellte das Verfahren am 15. Januar 2019 ein.

## In Planung: eidgenössische Volksinitiative «Stoppt den Import von tierquälerisch erzeugten Produkten!»

Rund 15 Tierschutzorganisationen schlossen sich dem Initiativprojekt an, das Alliance Animale Suisse (AAS) und mehrere Bundesparlamentarierinnen und -parlamentarier Ende 2017 ins Leben gerufen hatten. An einer ersten Sitzung in Bern wurden das Budget und das finanzielle Engagement der beteiligten Organisationen festgelegt. Am 31. Januar, 20. Februar und 12. April fanden weitere Sitzungen statt, an denen der Initiativtext und das Argumentarium erarbeitet wurden. Die beteiligten Organisationen wählten ein Initiativkomitee, in dem auch ein LSCV-Mitglied vertreten war und das sich am 2. Mai in Zürich, am 22. und 29. Mai in Bern sowie ein letztes Mal am 14. Juni in Zürich traf. Leider konnte das Projekt aufgrund von Unstimmigkeiten zwischen einigen Organisationen und Uneinigkeit bezüglich des Initiativtextes nicht weitergeführt werden. Daraufhin erarbeitete die AAS ein neues Initiativprojekt und versuchte gleichzeitig, Parlamentarierinnen und Parlamentarier zur Mitunterzeichnung und Unterstützung einer neuen Motion zu bewegen, die dieselben Ziele verfolgt wie die Initiative. Diese Motion wurde am 14. Dezember 2018 eingereicht. Auch der überarbeitete Initiativtext wurde eingereicht, so dass die Volksinitiative rasch lanciert werden könnte, sollte das eidgenössische Parlament die Motion ablehnen.



## Die Tierschutzbewegung stellt sich vor

In der Westschweiz wurde Anfang 2018 eine neue Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, in der Politikerinnen und Politiker, Tierrechtsaktivistinnen und -aktivisten sowie Vertreter/-innen der Organisationen PEA, Co&xister, 269 Libération animale und LSCV zusammenarbeiten. Das Ziel ist unter anderem, die Tierbefreiungsbewegung vorzustellen und mit den Behörden in einen Dialog zu treten.



Ein erstes Treffen fand am 11. Oktober 2018 mit dem Genfer Staatsrat Mauro Poggia statt. Weitere Kontakte für Treffen mit kantonalen Behörden sind bereits geknüpft.

## [tier-parlament.ch](http://tier-parlament.ch)

Die Aktivitäten unserer Online-Plattform, auf der das Abstimmungsverhalten der eidgenössischen und kantonalen Parlamentarier/-innen im Tierschutzbereich festgehalten wird, wurden 2018 weitergeführt. Athénaïs Python interviewte mehrere Parlamentarierinnen und Parlamentarier vor laufender Kamera und stellte die Videos auf den YouTube-Kanal Tier-Parlament.

Erstmals beschäftigte sich tier-parlament.ch auch mit kantonalen Wahlen. Zuerst ging es um die Ersatzwahlen für den Staatsrat des Kantons Freiburg vom 4. März 2018. Die Kandidatinnen und Kandidaten erhielten einen Fragebogen zum Thema Tierschutz und es wurden vier Interviews gedreht.

Danach wurde über die Gesamterneuerungswahlen vom April 2018 im Kanton Genf berichtet, bei denen die 100 Mitglieder des Grossen Rates und die sieben Staatsratsmitglieder neu gewählt wurden. Den meisten der 623 Kandidatinnen und Kandidaten wurde ein Fragebogen zugeschickt. Von 14 Kandidierenden, die sich besonders für die Sache der Tiere engagieren, wurden Filmporräts produziert und vor den Wahlen über die sozialen Netzwerke verbreitet.

## Freiburg – Buchhandlung und Café «Happy Books»

Seit der Eröffnung von Happy Books im Oktober 2016 waren die Buchhandlung und das Café jeweils von Donnerstag bis Samstag geöffnet und über Mittag wurden Mahlzeiten serviert. Im April 2018 wurden die Öffnungszeiten erweitert: Die Buchhandlung und das Café sind nun von Montag bis Samstag, 9 bis 19 Uhr geöffnet. Die Mahlzeiten werden immer noch von 12 bis 14 Uhr angeboten, die Auswahl an Patisserie und anderen kleinen Leckerbissen wurde jedoch erweitert, so dass nun durchgehend Snacks verfügbar sind. Das Ziel und der Zweck von Happy Books sind nach wie vor, 100 Prozent vegane Speisen anzubieten sowie ein Buchsortiment zu Themenbereichen wie Tierrechte, Ethik, Medizin und vegane Küche zu führen. Zudem ist die LSCV-Buchhandlung ein Treffpunkt für aktivistische Veranstaltungen und engagierte Vorträge.



Am 21. September fand in ihren Räumlichkeiten die Vernissage des Buches «Désobéir avec amour» (auf Deutsch etwa «Liebevoller Ungehorsam») von Virginia Markus statt. Am 9. November hielt die Tierdolmetscherin France Pérat einen Vortrag, und am 22. November fand ein weiterer Vortrag zum Thema «Ziviler Ungehorsam» statt.



Am 22. Oktober war der Regionalsender La Télé Fribourg zu Besuch und berichtete über die Zubereitung eines – wildfreien – Wildmenüs ... Das vegane Menü mit dem Titel «Chasseur breduouille» (auf Deutsch etwa «Erfolgloser Jäger») auf der Grundlage von gebratenem Seitan an Weinhändlersauce wurde direkt vor der Kamera zubereitet.

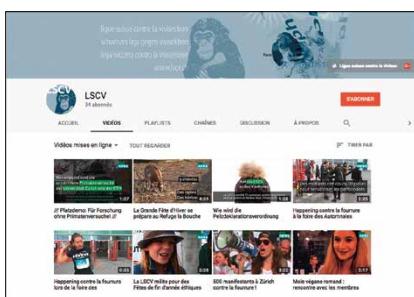


Am 2. November konnte das Happy Books-Team an einer Veranstaltung des Netzwerks «Les Altruistes» im Musikclub Fri-Son die Ziele und den Zweck der LSCV-Buchhandlung vorstellen.

Zudem stellte Happy Books ihre Räumlichkeiten dem Verein PEA für die Durchführung des «veganen Monats» November zur Verfügung. Verschiedene Aktivitäten wie Kochateliers oder ein Vortrag mit dem Titel «Die philosophischen Gründe für Veganismus verstehen – von der Ethik zur Politik» von Maude Ouellette-Dubé, einer Ethikerin und Politikphilosophin, die an der Universität Freiburg studiert hat.

## Videos – LSCV News

Für unseren YouTube-Kanal LSCV News wurden 2018 rund 15 Videos produziert und veröffentlicht, hauptsächlich Ankündigungen von Demos oder Berichte von Veranstaltungen.



Ebenfalls online gestellt wurden die fünf Vorträge, die am 16. November an der von OIPA, ATRA und LSCV organisierten Global-Ban-Konferenz am UNO-Sitz in Genf gehalten wurden.



## LSCV-Zeitung, Mailing und Newsletter

Wie jedes Jahr hat die LSCV ihre Mitglieder in vier Ausgaben der LSCV-Zeitung über die laufenden Aktionen informiert. Zudem wurden mehrere Newsletter zu regionalen Aktualitäten verschickt. Die Newsletter können über das entsprechende Kontaktformular auf unserer Website abonniert werden.



## Im Internet: [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)

Anfang Jahr wurde unsere neue Website aufgeschaltet. Sie wird wie bisher auf Deutsch, Französisch und Italienisch angeboten. Die vollständig auf einem Content-Management-System (CMS) basierende Website ist nicht nur benutzerfreundlicher, sie lässt sich auch leichter aktualisieren. Die Website verzeichnet durchschnittlich 700 Besucher pro Tag, wovon zwei Drittel aus der Schweiz kommen.



## Soziale Netzwerke

Die LSCV ist in deutscher und französischer Sprache auf Twitter, Instagram und Facebook präsent. Die französischsprachigen Accounts werden von der Westschweizer, die deutschsprachigen von der Deutschschweizer LSCV-Vertretung betreut.



## Unterstützung von Tierheimen in Not und Kastrationskampagnen

Die LSCV unterstützt jedes Jahr mehrere Tierheime und Tierpflegestationen und finanziert Kastrationskampagnen für streunende Katzen. Im Jahr 2018 belief sich der für solche Aktionen verwendete Betrag auf CHF 48'653.–, davon flossen CHF 17'884.– in Kastrationskampagnen und die Übernahme von Veterinärkosten. All diese Hilfestellungen werden gewährt, nachdem jeder Fall einzeln geprüft wurde und eine Mehrheit der Vorstandsmitglieder der Finanzierung zugestimmt hat. Unterstützung erhalten vor allem Tierheime, die uns seit Langem bekannt sind und bei denen die Liga sicher ist, dass die Spenden gute Verwendung finden. Suzann Karagöz kümmert sich seit vielen Jahren auch um die Kampagne zur Sterilisierung und Kastration streunender Katzen im Kanton Genf. Die Tiere werden kastriert und am Ohr gekennzeichnet, bevor sie an ihrem Fundort wieder freigelassen und anschliessend regelmässig ernährt werden. Nebst dem Kanton Genf betrifft die Unterstützung, welche die LSCV für Sterilisierungskampagnen gewährt, hauptsächlich die Kantone Neuenburg, Tessin und Wallis.



## Schlusswort

Auch in diesem Jahr konnten wir dank der grosszügigen Unterstützung unserer Mitglieder, Spenderinnen und Spender wieder zahlreiche Aktionen für die Sache der Tiere umsetzen. Dafür danken wir Ihnen allen ganz herzlich!

Luc Fournier, Präsident

# Mémento

## Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza.

A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote.

Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

**Un immenso grazie!**

## Persone di contatto

*Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV?*

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

*Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?*

**Per la Svizzera tedesca,** contattate (in tedesco) il nostro vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



**Per la Svizzera romanda,** contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



*Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?*

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



*Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?*

Contattate petfood@lscv.ch

*Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ?* Contattate info@animali-parlemento.ch

## I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

## Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.30 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

### Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3  
1226 Thônex  
0041 (0)22 349 73 37  
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

### Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

## In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

## Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

### IMPRINTUM Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della « pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo ». Si impegna nel « conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale », ed a consentire « il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione ». Promuove ed incoraggia finanziariamente « la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica » che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati. **Pubblicazione :** Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia :** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

## Quote e doni

### Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6  
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

### Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2  
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2  
BIC : POFICHBEXXX

**Istituto :** PostFinance,  
Nordring 8,  
3030 Bern

**Titolare :** Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale  
**Indirizzo :** Case postale 148,  
1226 Thônex

## Libreria caffé LSCV Happy Books

Aperto da lunedì a sabato, dalle 9.00 alle 19.00. Cucina 100% vegan.  
Rue Hans-Geiler 2  
1700 Friburgo  
026 321 12 67  
happybooks@lscv.ch

## Servizi per i soci

### Elenco dei cosmetici non testati sugli animali

Scaricate on-line il nostro elenco aggiornato nella rubrica « cosmetici »

Per riceverlo in forma cartacea, vogliate contattare l'ufficio della LSCV.

### Informazione militante

Numerosi flyer, pieghevoli, autoadesivi ed altro materiale informativo possono esservi inviati gratuitamente. Contattateci. Elenco del materiale : rubrica « Edizioni » www.lscv.ch

# Édito

Care Socie, cari Soci,  
Care amiche e cari amici della Lega,  
Care lettrici e cari lettori,

Abbiamo il piacere di invitarvi alla nostra prossima **Assemblea Generale**, che si svolgerà sabato 20 aprile 2019, con un piccolo cambiamento a livello organizzativo. L'Assemblea si terrà infatti nel mezzo delle campagne ginevrine, su un terreno urbanizzato di 2600 m<sup>2</sup>, che la Lega ha generosamente ricevuto come legato.

In memoria della nostra cara socia e donatrice, il Comitato ha voluto destinare questo terreno all'accoglienza dei cosiddetti animali da reddito, gli ultimi fra gli ultimi, e di farne un luogo di sensibilizzazione affinché questi animali ottengano l'attenzione e il rispetto del grande pubblico. In quanti sanno che un maiale può essere paragonato ad un cane per intelligenza, affettuosità e sensibilità? È crudele accettare che siano chiusi in gabbie in condizioni miserabili e poi inviati a morire, stressati e impauriti, soltanto perché vengono considerati cibo.

Su questo terreno, a breve, un gruppo di volontari realizzerà un progetto pedagogico volto ad accogliere e curare animali nonché ad organizzare attività con gruppi di bambini. Numerose scuole e ginnasi hanno già manifestato il loro interesse nel far partecipare gli allievi a queste giornate di sensibilizzazione.

Spostando l'Assemblea su questa parcella, il Comitato vuole dunque cogliere l'occasione per presentarvi il progetto. E siccome questo è il luogo ideale per riunire i nostri soci, ci piacerebbe avere la possibilità di organizzarvi altre assemblee. A tale proposito, per beneficiare delle migliori condizioni climatiche possibili, sarebbe necessario modificare il nostro statuto e spostare le Assemblee più in là nel tempo. Per questi motivi, durante la prossima Assemblea proporremo che la data limite sia spostata al 30 giugno invece che al 30 aprile.

**In occasione della Giornata mondiale degli animali da laboratorio, il prossimo 27 aprile si terrà a Friburgo un grande raduno.** La lega sarà presente insieme a numerose altre organizzazioni e lieta di accogliervi a partire dalle 11. Alle 14 ci incammineremo verso l'Università di Friburgo, che da molti anni utilizza scimmie nei suoi laboratori. **Unitevi a noi e condividete l'evento, abbiamo bisogno del vostro sostegno!**



Nell'attesa di rivedervi, vogliate gradire i nostri più cordiali saluti.

Luc Fournier  
Presidente



## +++ Agenda +++

### 13-14 avril 2019 - Friborgo

Sa 13 : 9.00 - 23.00 / Di 14 : 9.00 - 17.00 - Stand LSCV-Happy Books - Green Wave Festival Blue FACTORY, Passage du Cardinal 1, 1700 Fribourg

### 16 aprile - Zurigo

18.00 - ETH - Catena umana - Stop agli esperimenti sulle scimmie

### 20 aprile 2018 - Ginevra

14.00 - Assemblea generale della LSCV Terrain LSCV - A.Vuffray, route de Grenand, 1285 Avusy

### 27 aprile 2018 - Friborgo

11.00 – 17.00 - Giornata mondiale per l'abolizione della sperimentazione animale - Stand di informazione ed alimentazione, villaggio associativo di organizzazioni di protezione degli animali e manifestazione. Place Georges-Python, vicino alla stazione di Friburgo



### 13 maggio - Zurigo

18.00 - Università di Zurigo - Catena umana - Stop agli esperimenti sulle scimmie

### 11 juni - Zurigo

18.00 - ETH - Catena umana - Stop agli esperimenti sulle scimmie

Venite numerose e numerosi a partecipare alle nostre azioni ! Abbiamo bisogno della vostra presenza!

## Modifica dell'articolo 2 dello statuto LSCV

Durante l'ultima Assemblea generale del 28 aprile 2018, i soci presenti hanno accettato all'unanimità di presentare alla prossima assemblea una modifica del nostro statuto, volta a introdurre, fra gli obiettivi della LSCV, la tutela della natura e dell'ambiente.

Tale decisione nasce a seguito dell'autorizzazione da parte delle autorità cantonali di numerosi spari illegali ad animali selvaggi. La LSCV non ha potuto opporsi giuridicamente a queste decisioni poiché il diritto di ricorso è riservato esclusivamente alle organizzazioni svizzere che hanno come scopo sociale, tra le altre cose, la tutela della natura e dell'ambiente.

Il problema si è posto quando nessuna delle organizzazioni di tutela della natura, sollecitate dalla LSCV, ha accettato di opporsi a questi spari, nonostante la legge abbia proposto di farsi carico delle spese giudiziarie. Non ci è stato dunque possibile impedire che degli animali fossero illegalmente uccisi senza alcun motivo. Sottoponiamo all'approvazione dei soci la modifica dello statuto affinché la LSCV possa intervenire in futuro.

## Stop agli esperimenti sui primati all'Università e all'ETH di Zurigo

A Zurigo sono state organizzate diverse catene umane a seguito della ripresa degli esperimenti sulle scimmie all'interno dell'Università e dell'ETH. Gli ultimi raduni si sono svolti il 25 febbraio e il 18 marzo scorsi davanti all'ETH mentre i prossimi saranno il 16 aprile (ETH), 13 maggio (Università) e 11 giugno (ETH).

**Unitevi numerosi, abbiamo bisogno della vostra presenza!**



## Air France-KLM condanna a morte le scimmie

### La campagna contro il trasporto delle scimmie da parte di Air France KLM ricomincia

Dopo due anni di divieti, finalmente è stata autorizzata una prima manifestazione il 10 febbraio 2019 all'aeroporto di Zurigo. Nonostante il limite di 25 manifestanti imposto dalla polizia, gli striscioni e l'attivismo dei partecipanti hanno fatto sì che la nostra voce arrivassee a numerosi viaggiatori. Bloccare il trasporto via aria equivale a porre fine all'ingresso dei primati nei laboratori europei. Grazie alla pressione del pubblico, la maggior parte delle altre compagnie hanno interrotto questo commercio.



### Parlamento federale

## Nuovo attacco a foie gras, pellicce e altre crudeltà sugli animali



Il 14 dicembre 2018 la consigliera nazionale Barbara Keller-Inhelder (San Gallo, UDC) ha depositato in Parlamento federale la mozione 18.4309, volta ad impedire l'importazione di prodotti di origine animale, la cui fabbricazione è vietata in Svizzera.

La mozione conta 43 cofirmatari provenienti dalla maggior parte dei partiti in seno al Parlamento federale, con l'obiettivo di assicurarsi il maggior consenso possibile. In caso di reiezione, Alliance Animale Suisse potrebbe lanciare in primavera un'iniziativa popolare federale avente per oggetto lo stesso obiettivo. Il Consiglio degli Stati ha già respinto un affare simile nel novembre 2017, ma questa volta la mozione sembra beneficiare di un sostegno più ampio da parte dei parlamentari. Tuttavia, non possiamo continuare ad affidarci al tempo e sperare che la situazione evolva in modo favorevole per gli animali.

Ad ottobre 2019 il Parlamento federale sarà rinnovato integralmente per altri 4 anni.

Abbiamo bisogno di voi per eleggere candidati e candidate attivi nella causa animale!

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20184309>

# Divieto del foie gras in California confermato dalla Corte suprema

Il 7 gennaio 2019, dopo una lunga battaglia giuridica tra produttori, ristoratori e difensori degli animali, la Corte suprema degli Stati Uniti ha avallato il divieto del foie gras in California.

Sulla scia della lotta alle crudeltà inflitte agli animali, la legge era stata adottata nel 2004 e prevedeva una multa di 1000 dollari in caso di violazione. Entrata in vigore nel 2012, era stata successivamente sospesa dalla giustizia nel 2015.

Alcuni produttori di foie gras e un ristoratore californiano avevano adito la Corte suprema adducendo che uno Stato non poteva vietare un prodotto autorizzato invece a livello federale. La Francia, principale produttore di foie gras nel mondo, che iscrive tale prodotto nel proprio patrimonio gastronomico e culturale, aveva sostenuto i ricorrenti considerando la legge californiana un attacco alla tradizione francese.



# Votazione sui diritti fondamentali dei primati

I cittadini di Basilea Città potranno pronunciarsi sull'introduzione nella costituzione cantonale dei diritti fondamentali dei primati

Il Gran Consiglio di Basilea Città aveva invalidato l'iniziativa, lanciata nel giugno 2016, in quanto concedere diritti fondamentali ai primati non umani sarebbe contrario al diritto federale. Deputati socialisti e Verdi avevano chiesto che la Corte d'appello si pronunciasse sul caso in qualità di Corte costituzionale ma tale soluzione è stata rifiutata dalla maggioranza dei deputati.



I promotori dell'iniziativa hanno dunque presentato ricorso presso il Tribunale amministrativo. Quest'ultimo, nella sentenza del 15 gennaio 2019, ha imposto al governo cantonale di entrare nel merito dell'iniziativa e posto le spese procedurali dei ricorrenti a carico del paramento.

Stando al testo dell'iniziativa, concedere diritti fondamentali ai primati permette di proteggere i loro interessi, in particolare quello di non diventare una cavia da laboratorio. Chi può negarlo?

# Belve al Circus Royal nel 2019

## Sì al circo, ma senza animali!

Nonostante aumentino le critiche da parte del pubblico, che si rifiuta di assistere alle esibizioni di belve e altri animali selvaggi sotto i tendoni, il Circus Royal riprende la sua tournée nella Svizzera tedesca con tre leoni.

È evidente che né l'esiguo numero degli spettatori presenti alle esibizioni, di quello che è per grandezza il secondo circo in Svizzera, né la dichiarazione di fallimento dello scorso anno hanno fatto riflettere il direttore Oliver Skreinig. Le gabbie e i piccoli recinti circensi non sono il posto che spetta agli animali.



## Nel 2019 ricominciano le distribuzioni di volantini all'ingresso del circo

La LSCV sarà presente anche quest'anno a tutte le tappe del circo per convincere gli spettatori a non entrare nei tendoni. Alcune distribuzioni si sono già svolte il 3 marzo a Weinfelden (Turgovia), in Argovia, il 15 e 16 marzo a Aarau nonché il 19 marzo a Frick.

Unitevi a noi nelle città dove il Circus Royal terrà i suoi spettacoli! Per informazioni andate sulla nostra pagina Facebook oppure contattate Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



# I tribunali rendono ammissibili i maltrattamenti nei laboratori

**Il ricercatore Nikos Logothetis, accusato di maltrattamenti nei confronti di tre scimmie nei laboratori dell'Istituto Max-Planck (MPI) di Tübingen, potrà riprendere gli esperimenti.**



A dicembre 2018 il tribunale amministrativo di Tübingen ha accettato di archiviare la procedura penale contro di lui e altri due ricercatori in cambio del versamento di una somma da destinare a "opere di beneficenza". Il processo pubblico, previsto per il 7 gennaio 2019, dunque non avrà mai luogo. L'11 gennaio 2019 l'MPI ha riabilitato Nikos Logothetis, sollevato dal suo incarico nel febbraio 2018 a seguito della prima condanna del tribunale amministrativo per "maltrattamento di animali per omissione".

## Immagini violente diffuse nel 2014

Il 10 settembre 2014, l'emittente tedesca Stern TV ha diffuso un video ripreso con telecamere nascoste da un dipendente infiltrato nei laboratori del Max-Planck, a Tübingen nel Land Baden-Württemberg. Nel centro si trovavano 42 scimmie destinate agli esperimenti. Le immagini registrate per sette mesi, tra il 2013 e il 2014, hanno mostrato dei macachi maltrattati, in particolare una femmina con attacchi di vomito e il volto e il cranio insanguinati a causa delle trapanazioni. Queste immagini hanno immediatamente scandalizzato il pubblico.

## Le immagini smentiscono le menzogne dell'MPI

In un primo momento l'MPI ha sostenuo che fosse proprio l'infiltrato ad essere responsabile dello stato della scimmia di nome Stella e che questi avrebbe dovuto avvisare tempestivamente i veterinari dell'Istituto. Tuttavia, le registrazioni hanno provato che i veterinari erano già a conoscenza dei vomiti di Stella,

delle sue difficoltà a muoversi e del fatto che fosse paralizzata da un lato. Stella sarà soppressa 5 giorni dopo.



L'MPI accusava inoltre l'infiltrato di aver sedato una scimmia per farla sedere su una sedia e sottoporla a dei test. Le immagini hanno mostrato invece con chiarezza che è stato un altro collega ad occuparsi della manipolazione. È emerso peraltro che le scimmie erano costrette a sedersi con la violenza mentre la legislazione impone che lo faccia volontariamente.

Nel gennaio 2015, l'associazione tedesca Ärzte gegen Tierversuche ha sporto denuncia. Il tribunale amministrativo di Tübingen ha aperto una procedura contro tre ricercatori, fra cui Nikos Logothetis, direttore dell'Istituto Max-Planck per la biocibernetica. Condannati in primo grado a una multa per aver atteso troppo tempo prima di interrompere gli esperimenti su tre scimmie (Stella, Damy e Tina), lasciandole così a delle sofferenze inutili, i tre ricercatori hanno presentato ricorso, pur restando sollevati dal loro incarico durante l'intero procedimento.

A metà dicembre 2018, il tribunale amministrativo di Tübingen ha comunicato che il processo pubblico, previsto per il 7 gennaio 2019, non si sarebbe svolto. Il tribunale distrettuale di Tübingen riferisce che Pubblico ministero, difesa e giudici si sono accordati per la sospensione del processo su pagamento di una somma più o meno equivalente alle condanne iniziali. Il denaro sarà versato ad opere di beneficenza. Ma pagando questa cifra gli indagati non sono né condannati né assolti. Il procedimento potrebbe riaprirsi soltanto in caso di mancato pagamento.

# NOZEANIUM

SAG NEIN ZUM AQUARIUM AM RHEIN

## Votazione a Basilea il 19 maggio 2019 No al parco oceanografico

La LSCV si unisce alla Fondazione Franz Weber e chiede ai cittadini di rifiutare il progetto di parco oceanografico che lo zoo di Basilea vuole costruire.

Nell'ottobre 2018, numerose organizzazioni e gruppi politici hanno lanciato un referendum contro il piano di zona adottato dal Gran Consiglio di Basilea Città che autorizza la costruzione del parco oceanografico. Le 4923 firme raccolte sono state depositate alla cancelleria di Stato il 28 novembre 2018, permettendo in tal modo che il popolo si pronunci sul progetto.

In che cosa consiste il progetto smisurato dello zoo di Basilea? Nella costruzione di circa quaranta acquari di acqua marina, di cui venti vasche giganti. Il progetto è stimato a 100 milioni di franchi e lo zoo afferma di averne raccolto già 57. Secondo lo zoo, l'obiettivo sarebbe quello di far scoprire ai visitatori la vita oceanica, sensibilizzandoli nel contempo alle questioni ambientali.

### Notevole mortalità di pesci e distruzione degli ecosistemi

Paradossalmente, per mostrare la vita degli oceani lo zoo intende saccheggiare i fondali marini attraverso la cattura di migliaia di pesci. Il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente

afferma che fino all'80% dei pesci catturati nel loro habitat naturale può morire prima di raggiungere la destinazione finale. Procedendo alla realizzazione di tale progetto, lo zoo di Basilea accetta che decine di migliaia di pesci possano morire durante il trasporto. Va inoltre considerato l'impatto negativo che la cattura degli animali avrà sugli ecosistemi.

### Vision NEMO

#### Osservare la vita marina senza effetti negativi

In alternativa al parco oceanografico, la Fondazione Franz Weber propone la creazione di un centro interconnesso e multidisciplinare. Vision NEMO potrebbe stabilire un legame senza precedenti tra pubblico, ricerca e scienza.

Dalle maestose barriere coralline dei tropici ai misteriosi mari polari. Dagli abissi più profondi alle fonti dei torrenti. Vision NEMO vi farà scoprire il mondo attraverso un universo tridimensionale, fatto di immagini e suoni interattivi.

Ritrovarsi nel mezzo di un branco di delfini? Osservare in maniera interattiva una megattera nel pieno di una caccia? Vision NEMO renderebbe possibile l'immersione in mari sconosciuti, senza causare la morte di decine di migliaia di pesci né la distruzione dei fondali marini.

[www.vision-nemo.org/fr/](http://www.vision-nemo.org/fr/)





# Rapporto d'attività 2018

## LSCV - Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

### Segreteria ed ufficio

Anche quest'anno l'ufficio, oltre a coordinare le nostre azioni, si è occupato di migliaia di lettere, email e svariate richieste. La LSCV è fortunata a contare su migliaia di soci poiché può disporre in tal modo dei mezzi necessari a condurre le proprie attività. Nel contempo, però, sono necessarie anche molte risorse per rispondere alle numerose chiamate, richieste di aiuto o di intervento nei casi in cui c'è un sospetto di maltrattamento di animali. Facciamo il nostro meglio per rispondere rapidamente a tutte le persone che ci contattano ma, a seconda delle azioni in atto, talvolta siamo costretti a focalizzare le nostre risorse su un obiettivo preciso. Qualora la vostra richiesta non riceva una risposta nei giorni seguenti, non esitate a rilanciarla.

Sul piano organizzativo, Laurianne Nicoulin, Tesoriera e Segretaria del Comitato, si occupa della gestione dell'amministrazione della LSCV insieme al Presidente nonché delle campagne delle azioni in Svizzera romanda e degli stand. Benjamin Frei, vice Presidente, si occupa delle campagne portate avanti in Svizzera tedesca. Athénaïs Python, giornalista, è responsabile della produzione di contenuti multimediali e della comunicazione con media e pubblico. Charly Pache fa da tramite tra i soci e i gruppi di Svizzera romanda e Svizzera tedesca. Luc Fournier, Presidente, è attivo nell'ambito della sperimentazione

animale, della comunicazione e delle campagne della LSCV. Alla Lega lavorano due dipendenti: uno all'80% nel settore amministrativo e un secondo al 70% nel settore delle produzioni multimediali e della comunicazione.

### Assemblea generale e Comitato

L'A. G. della LSCV si è svolta nel pomeriggio del 28 aprile a Ginevra. Il Comitato nazionale si è riunito il mattino dello

stesso giorno. I principali punti discussi riguardavano il rinnovo dell'aiuto concesso ogni anno a certi rifugi ed alle campagne di sterilizzazione, il sostegno ai progetti di nuovi metodi sostitutivi ed il monitoraggio delle azioni in corso.

### Al 31 dicembre, il Comitato era composto dai seguenti membri:

Presidente : Luc Fournier ; vice Presidenti: Benjamin Frei ; Tesoriera e Segretaria del Comitato: Laurianne Nicoulin; Soci: Paul Ecoffey, Suzann Karagöz.

### Contabilità

Ogni anno i nostri conti sono verificati da una ditta commercialista e la LSCV usufruisce dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per ricordarvi che avete la possibilità, conformemente alla legge vigente nel vostro cantone, di detrarre dalla vostra dichiarazione fiscale tutti i doni (generalmente) superiori a Fr 100.- fatti alla LSCV. Per conoscere le modalità detrattive, basta che vi mettiate in contatto con la vostra amministrazione fiscale.

### Finanze

Alla chiusura dei conti 2018, la LSCV registra una perdita di 93'875.96 CHF a causa di un afflusso di capitale meno importante, dovuto all'assenza di mailing ai nostri 20'000 donatori durante l'anno trascorso. A inizio 2018 l'ufficio LSCV ha installato un nuovo software contabile per la gestione dei soci sul piano amministrativo che ha impegnato molto tempo e risorse. Nel corso dell'anno, inoltre, la società che gestiva i versamenti dei 20'000 donatori per conto della LSCV ha cessato la propria attività. Ciò ha comportato il trasferimento di tutti i dati. Durante questo periodo, purtroppo, non è stato possibile inoltrare richieste di sostegno ai donatori della LSCV. La buona notizia è che a partire dal 2019 tutti i dati concernenti i nostri 30'000 soci e donatori saranno interamente gestiti dall'ufficio della LSCV.

## Coalizione europea per la fine della sperimentazione animale

Laurianne ha rappresentato la LSCV alle due riunioni annue dell'ECEAE. La prima si è svolta il 7 e l'8 marzo a Bruxelles presso la sede dell'associazione belga Gaia, cui erano presenti 10 organizzazioni provenienti da 17 membri dell'ECEAE. Oggetto dei di-

battiti sono state le principali campagne in corso, in particolare la campagna contro il trasporto di scimmie destinate ai laboratori da parte di Air France KLM e il commercio di questi animali da parte dell'isola Mauritius, la campagna contro il Botox mediante l'organizzazione della Botox Action Week e delle azioni portate avanti nell'ambito del programma REACH, che esige numerosi test tossicologici sugli animali.

La seconda riunione annua si è tenuta dal 7 al 9 novembre a Vienna (Austria).

A seguito della decisione della Gran Bretagna di uscire dall'Unione europea, l'organizzazione britannica CFI ha annunciato il suo ritiro dall'ECEAE. Poiché la sede dell'ECEAE si trova nel Regno Unito, sarà necessario trasferirla altrove.

CFI ha inoltre deciso di creare una nuova organizzazione europea, la CFI Europe, ed è probabile che parte degli attuali membri dell'ECEAE decida di aderirvi.

## Alliance Animale Suisse (AAS)

Il 30 gennaio 2018, in occasione di una riunione a Zurigo presso i locali dell'AAS, la LSCV è diventata membro di questa organizzazione, aggiungendosi a Animal Trust e Wildtierschutz Schweiz.

L'Alliance animale è principalmente attiva in seno al Parlamento federale e conduce azioni di lobbying per la tutela degli animali con l'aiuto di un professionista del settore. Il 20 giugno, il 18 settembre e l'8 novembre si sono svolte a Zurigo delle riunioni di preparazione



in previsione delle sessioni parlamentari, durante le quali è stato adottato lo statuto che definisce l'organizzazione dell'AAS. L'11 dicembre a Berna l'AAS ha consegnato il premio Triple A alla Consigliera nazionale Isabelle Chevalley, premiadola per il suo impegno per la causa animale in seno al Parlamento federale. Durante la cerimonia la LSCV ha tenuto il discorso di premiazione in tedesco e francese.

nostante questi fossero considerati importanti riferimenti nella ricerca contro il cancro. Successivamente, diversi autori dei medesimi hanno ammesso di aver volontariamente modificato i risultati ai fini della pubblicazione.

La ricerca accademica vive infatti di pubblicazioni e non d'innovazione per la sanità pubblica. Gli stessi ricercatori subiscono le pressioni legate alla pubblicazione ad ogni costo, andando a discapito dei risultati. In un simile sistema non c'è posto per una vera innovazione, a maggior ragione se sono necessari diversi anni di ricerca silenziosa.

L'impegno per lo sviluppo di metodi alternativi va di pari passo con il contrasto a questo sistema, fortemente sostenuto dagli ambienti accademici e scientifici. Bisogna dunque avere coraggio e perseverare per combattere gli interessi in gioco. Ma per nostra fortuna, l'attività parlamentare di Isabelle Chevalley in questo ambito è davvero notevole.

Negli ultimi anni, diverse interpellanze e mozioni sono state depositate per sottolineare il mancato supporto ai metodi alternativi; ciò ha portato allo scioglimento della Fondazione

Ricerche 3R, sostituita dal Centro di Competenza Svizzero 3R istituito sotto l'egida della Confederazione. La strada è ancora lunga affinché sia data una vera opportunità ai metodi alternativi, ma almeno la situazione evolve. E di questo siamo infinitamente grati a Isabelle Chevalley.

Grazie!



Care paladine e cari paladini degli animali,  
Care invitati e cari invitati,  
Signore e Signori,

Per il terzo anno consecutivo, l'Alliance Animale Suisse assegna il premio Triple A ad una personalità

politica, nominandola "Ambassadrice Active de la cause Animale". Siamo lieti di parlarvi a nome dell'Alliance animale suisse in questa cerimonia in onore della Consigliera nazionale Isabelle Chevalley.

In materia di tutela degli animali potremmo citare i suoi interventi al Parlamento federale su temi come caccia, pellicce o utilizzo degli animali nei circhi. Ma vogliamo parlarvi soprattutto di un argomento a noi particolarmente caro, ossia la sperimentazione animale.

L'uso degli animali e le sofferenze a cui questi sono sottoposti non presentano soltanto un problema etico ma anche scientifico; non è infatti sicuro impiegare un modello animale per ottenere dei risultati che saranno poi applicati ad un'altra specie, i risultati non sono affidabili.

Vi è dunque un chiaro interesse scientifico nello sviluppare nuovi metodi di ricerca senza animali, che siano più affidabili ed efficienti. Purtroppo nelle università svizzere il numero degli animali destinati alla ricerca è in continuo aumento. Ma quali sono i risultati concreti e applicabili all'uomo?

Qualche anno fa, una casa farmaceutica americana ha denunciato l'inaffidabilità degli studi condotti presso le università, spiegando che è stato possibile riprodurre soltanto 6 risultati su 53 studi, no-





## Aiuto agli studenti

La LSCV ha incontrato numerosi studenti desiderosi di effettuare ricerche sulla sperimentazione animale, le pellicce o lo sfruttamento animale. L'ufficio ha poi risposto a diverse domande e questionari inoltrati da studenti o giovani in formazione. Inoltre una giovane studentessa è stata accolta per uno stage nell'ambito della sua formazione.

Il 28 novembre, nell'ambito di un corso di marketing in economia presso il ginnasio Renens, la LSCV ha tenuto una conferenza intitolata "Il marketing al servizio della causa animale" davanti a un pubblico di 250 alunni. La Lega ha presentato una retrospettiva delle diverse campagne condotte negli ultimi anni in materia di sperimentazione animale, pelliccia e foie gras. La conferenza si è conclusa con una degustazione di Faux Gras.

## Commissioni

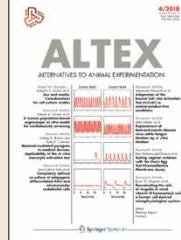
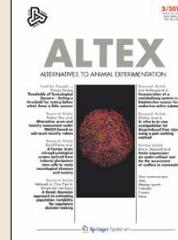
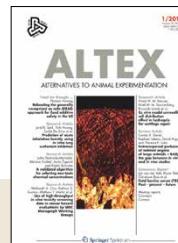
Dal 2009 Daniel Favre rappresenta la LSCV in seno alla commissione per gli esperimenti sugli animali del canton Vaud. L'attività dei commissari consiste segnatamente nell'esaminare le domande di sperimentazioni animali inoltrate dai ricercatori e nel comunicare un preavviso all'autorità cantonale.

## InterNiche

La LSCV ha rinnovato il proprio sostegno finanziario nel 2018 alle reti internazionali InterNICHE, impegnata nella sostituzione degli animali nell'insegnamento.

# ALTEX

Principale rivista scientifica in materia di metodi sostitutivi, è pubblicata in inglese e tedesco e distribuita in tutto il mondo tramite abbonamento, in versione cartacea o elettronica. La LSCV è membro del suo Comitato direttivo sin dalla creazione di ALTEX Edition a fine 2006.



## Azioni

### Friburgo – Giornata internazionale per l'abolizione della sperimentazione animale

La manifestazione, organizzata da LSCV e PEA, si è svolta il 21 aprile a Friburgo. Sin dal mattino a Place Georges Python una decina di organizzazioni hanno accolto ed informato il pubblico. Un corteo di 300 persone si è poi recato al piazzale dell'Università di Pélrolles che da anni utilizza scimmie nei suoi laboratori. Durante il percorso della manifestazione un happening ha rappresentato dei ricercatori e delle scimmie facenti uso di cocaina al fine di sensibilizzare le persone sugli esperimenti che gli animali devono subire all'interno dell'Università.



### Esperimenti sui primati presso l'Università e l'ETH di Zurigo

Il 26 maggio 2018 la LSCV ha organizzato un raduno a Zurigo per denunciare la ripresa degli esperimenti sulle scimmie all'Università e all'ETH. Al termine della manifestazione, che ha attraversato tutta la città, una grande catena umana ha accerchiato l'edificio dell'ETH. Ulteriori happening e catene umane davanti allo stesso sono state organizzate il 28 maggio e il 18 giugno.





## Ginevra - iniziativa popolare cantonale « Per un migliore controllo della sperimentazione animale »

Mediante decreto del 24 gennaio 2018, il Consiglio di Stato ginevrino ha invalidato parzialmente la nostra iniziativa depositata nell'aprile 2017. La dichiarazione di invalidità riguarda il diritto di ogni membro della commissione di effettuare controlli inaspettati nei laboratori.

I controlli individuali eviterebbero che i ricercatori siano avvisati dell'arrivo di un commissario, per esempio, da un altro membro della commissione facente parte dell'ambiente scientifico. La LSCV ha presentato ricorso il 26 febbraio 2018.

La Corte di giustizia ha confermato l'invalidità parziale nella sentenza del 30 luglio 2018 (p. 17/21), in cui si legge che la legge *"impone implicitamente una regola di collegialità"* all'interno della commissione e che *"l'intenzione è quella di evitare che le commissioni future riscontrino dei problemi di funzionamento, ossia si vedano doppiate, contraddette o addirittura paralizzate a causa di membri minoritari o particolarmente attivi"*. Almeno la situazione è chiara. Vogliono sì dei membri per la tutela degli animali come alibi in una commissione ma a condizione che rimangano una minoranza senza alcun mezzo per poter fare un lavoro efficiente.

La Commissione della sanità del Gran Consiglio ginevrino, chiamata a pronunciarsi sull'iniziativa, ha convocato il Presidente della LSCV il 28 settembre. La lega ha colto l'occasione per esporre ai deputati le proprie ragioni, descrivendo la situazione attuale e sottolineando la necessità di conferire un vero potere alla commissione cantonale per la sperimentazione animale, in particolare il diritto di ricorrere contro le autorizzazioni rilasciate dall'autorità cantonale. Una votazione popolare è prevista per il 2019.

## Botox Action Week

La Botox Action Week (campagna contro il Botox), organizzata ogni anno dall'ECEAE, si è svolta dal 25 al 30 giugno 2018 in diversi paesi europei. In Svizzera, la LSCV ha allestito degli stand il 9, 13 e 23 giugno. Anche quest'anno il soggetto principale nel mirino della campagna è stata la multinazionale Nestlé, che distribuisce in Svizzera prodotti a base di tossina botulinica testata sugli animali dalla società farmaceutica IPSEN. La petizione "STOP alla morte lenta e spaventosa di migliaia di animali per i prodotti estetici distribuiti dalla Nestlé!", lanciata dalla LSCV, ha raccolto circa 60'000 firme e doveva essere consegnata alla sede della Nestlé a settembre 2018.



Ma ad agosto un cambiamento di programma: IPSEN comunica che i test sugli animali saranno sostituiti da test su cellule. Questa bellissima notizia rappresenta l'incoronamento di una campagna decennale contro il botox conclusasi con successo grazie alla rinuncia dei test animali da parte delle tre più importanti società produttrici di prodotti a base di tossina botulinica A, ossia Allergan (2012), Merz (2015) e infine Ipsen (2018).

## Global ban - Giornata di conferenze all'ONU

Organizzata il 16 novembre dalle associazioni OIPA, ATRA e LSCV, la giornata di conferenze a sostegno della risoluzione del Parlamento europeo "Divieto globale per porre fine alla sperimentazione animale nel settore cosmetici" si è tenuta presso il Palazzo delle Nazioni Unite di Ginevra. Si sono tenute otto conferenze per fare il punto sui test sugli animali per i prodotti cosmetici e riflettere alle strategie per ottenerne il divieto a livello mondiale. Hanno peraltro abbordato la situazione in Svizzera, le ultime innovazioni in materia di metodi di sostituzione e l'evoluzione della situazione nei paesi in cui questi



test sono tuttora richiesti per legge. L'8 ottobre la LSCV ha inoltre contattato per posta il Consigliere federale Ignazio Cassis, a capo del Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE), per proporre alla Confederazione di sostenere la risoluzione del Parlamento europeo in seno all'ONU. Anche una sessantina di eletti/e al Parlamento federale sono stati sollecitati in questo senso. Il 14 novembre l'USAVER ha risposto a nome del Consigliere federale comunicando che la Confederazione non intende sostenere la risoluzione europea.

*Conferenza del Dr Daniel Favre, rappresentante della LSCV in seno alla commissione per gli esperimenti sugli animali del canton Vaud, in occasione della giornata di conferenze « Per il divieto dei test sugli animali per i cosmetici » il 16 novembre 2018 al Palazzo delle Nazioni a Ginevra.*

### « Quando il divieto promuove l'innovazione »

Signore e Signori,

Vi ringrazio per la vostra presenza. Ho il piacere di presentarvi quest'ultima conferenza per concludere la giornata dedicata al divieto dei test sugli animali per i prodotti cosmetici.

Sono dottore in biologia. Mi sono laureato all'Università di Losanna quasi 30 anni fa e ho immediatamente cominciato a lavorare su modelli in vitro nel campo della virologia. Inizialmente all'Università di Berna, poi all'Università



di Friburgo, ed in seguito in Canada dove ho svolto il post-dottorato.

Già 30 anni fa era evidente che i modelli di ricerca sostitutivi degli animali per la salute umana erano la via da intraprendere, per garantire la migliore sicurezza possibile ai pazienti in trattamento.

La realtà economica del settore della ricerca ha deciso altrimenti. Per decenni, il finanziamento stanziato per i metodi di sostituzione è stato derisorio. **Come è possibile che nel 2018 si sperimentino ancora gli animali per valutare l'innocuità di una molecola che sarà applicata ad un essere umano? Come ci si può soddisfare di un metodo che non offre garanzie solide sul potenziale tossico di un prodotto?**

Quasi 50 anni fa, i primi uomini hanno camminato sulla luna. Come spiegare che gli Stati utilizzino tuttora modelli di ricerca così poco predittivi, in un campo così importante come la salute umana e la sicurezza sanitaria? Quali sono le priorità nell'utilizzazione dei fondi pubblici?

Per fortuna, da una decina di anni, grazie alla pressione dell'opinione pubblica, la situazione si evolve. Finalmente si cominciano a stanziare fondi per progetti innovativi. Sono stati compiuti progressi abbastanza spettacolari in certi campi, come la coltura di tessuti umani in tre dimensioni o la ricostituzione di mini-organi. All'origine di questi progressi c'è spesso una legge o una direttiva che obbliga gli ambienti della ricerca a sviluppare un'alternativa alla sperimentazione animale.

**In tal senso, il divieto europeo nel 2013 dei test sugli animali per i prodotti cosmetici e gli ingredienti che li compongono, è molto innovativo.** Per la prima volta, gli Stati vietavano l'utilizzazione

di animali, benché non esista alcun metodo ufficialmente convalidato per sostituire i test di tossicità in vivo delle dosi ripetute, di reprotoxicità e tossicocinetica.

Per la prima volta, degli Stati rimproveravano direttamente alle industrie di non investire mezzi sufficienti per risolvere il problema etico connesso all'utilizzazione di animali per lo sviluppo dei loro prodotti.

Eppure sostituire questi tre test di tossicità in vivo è una vera sfida scientifica. Se la loro utilizzazione non fosse stata vietata in un campo come quello dei cosmetici, è probabile che per molti anni sarebbero stati dichiarati necessari ed insostituibili.

Grazie al divieto, sono stati stanziati mezzi finanziari per sostituirli. All'orizzonte 2020, l'attuale programma di ricerca ed innovazione dell'Unione europea per il periodo 2014-2020, dedica addirittura un budget di 30 milioni di euro tramite il progetto collaborativo EU-ToxRisk, iniziato il 1° gennaio 2016 per una durata di sei anni. I metodi sviluppati da EU-ToxRisk coprono tra l'altro la modellizzazione in silico nel campo della tossicocinetica, l'imaging ad alto contenuto ed il depistaggio tossicogenomico a banda larga.

Negli Stati Uniti, l'interesse di sviluppare metodi più etici e performanti gode di un certo sostegno da qualche anno. Il programma « Tox21 » avviato nel 2007, ha gettato le basi dello sviluppo di test di tossicità senza ricorso alla sperimentazione animale. Un sostegno ancora più importante è giunto direttamente dall'ex Presidente degli Stati Uniti Barack Obama nel 2016, in occasione della revisione della legge sul control-

lo delle sostanze tossiche (TSCA-Toxic Substances Control Act), con l'aggiunta di un decreto del Congresso che per la prima volta sanciva la necessità di sostituire gli animali per testare le sostanze chimiche, i pesticidi, i biocidi ed i cosmetici. Sono stati stanziati importanti mezzi finanziari per le alternative ai test di tossicità acuta, ciò che ha contribuito al dinamismo dei gruppi di ricerca dedicati a questi metodi negli Stati Uniti.

**E in Svizzera? Ebbene nel nostro paese l'interesse per lo sviluppo dei metodi di sostituzione si scontra tuttora agli interessi finanziari ed accademici istituiti.** Di fronte alla crescente popolarità di questi metodi, gli ambienti della ricerca in vivo rifiutano di parlare di metodi di sostituzione, o di metodi alternativi, preferendo imporre l'espressione metodo « complementare » alla sperimentazione animale.

Quanto ai prodotti cosmetici, si sarà dovuta attendere l'entrata in vigore il 1° maggio 2017 dell'articolo 20 capoverso 3 della nuova legge sulle derrate alimentari, e l'articolo 59 della sua ordinanza di applicazione, per poter finalmente iscrivere un divieto paragonabile a quello dell'Unione europea nella nostra legislazione.

Vista da fuori, la nostra legislazione appare abbastanza ambiziosa. E' da oltre 25 anni che l'articolo 22 della legge sulla protezione degli animali esige che la Confederazione sostenga lo sviluppo, il riconoscimento e l'applicazione di metodi in grado di sostituire o ridurre gli esperimenti sugli animali.

Per oltre 25 anni, la Confederazione si è accontentata di sborsare qualche centinaio di migliaia di franchi per sostenere progetti che rispondono alle disposizio-

ni dell'articolo 22 LPAn, tramite la Fondazione Ricerca 3R.

Per anni si sono alzate voci per condannare l'inefficacia di questa Fondazione e lo scarso numero di progetti sostenuti. La Confederazione è stata chiamata in causa a più riprese in seno al Parlamento federale relativamente a questa situazione inspiegabile.

Come giustificare che la Confederazione stanzi in media soltanto 400'000.- franchi all'anno per sostenere l'insieme della comunità scientifica che lavora sui metodi di sostituzione, allorché durante lo stesso periodo, assegna 46 milioni di franchi alla manutenzione di centri di detenzione per animali da laboratorio nelle nostre scuole universitarie, e contribuisce direttamente al finanziamento di sperimentazioni animali per un importo di oltre 100 milioni ?

Grazie all'intervento di diverse deputate, tra cui la Consigliera nazionale basilese Maja Graf e la Consigliera nazionale vodese Isabelle Chevalley, la situazione sembrava rischiararsi con la dissoluzione nel 2018 della Fondazione Ricerca 3R, e la sua sostituzione con un Centro di competenze 3R creato sotto l'egida della Confederazione.

Purtroppo, preso in mano dalle nostre scuole universitarie e facente capo all'Università di Berna, questo centro di competenze, che eppure è dotato di un budget annuo di 2,6 milioni di franchi, sembra mirare prioritariamente l'obiettivo della formazione e della raccolta di informazioni. Come se informare la comunità scientifica la incoraggiasse a lanciare progetti innovativi, allorché ciò di cui un ricercatore ha bisogno, è di un finanziamento per i suoi lavori.

Se ci paragoniamo ai paesi a noi vicini ed agli Stati Uniti, che dispongono di mezzi sempre più importanti per lo sviluppo di metodi di sostituzione, o ai Paesi Bassi, che nel 2016, su richiesta del ministro dell'agricoltura, hanno elaborato una strategia volta a sopprimere la sperimentazione animale entro il 2025, la mancanza di ambizione del nostro paese in questo campo è abbastanza incomprensibile.

Nella sua risoluzione Global Ban, il Parlamento europeo ricorda che l'Europa dispone di un settore cosmetico prospero ed innovativo che offre circa due milioni di posti di lavoro. Rappresenta il più grosso mercato di prodotti cosmetici al mondo ed il divieto dei test

sugli animali non ha compromesso lo sviluppo del settore. Al contrario, il divieto ha condotto ad intensificare gli sforzi di ricerca per mettere a punto metodi di test alternativi, i cui effetti oltrepassano ampiamente il settore dei cosmetici.

Nemmeno noi in Svizzera dobbiamo temere i divieti nel campo della sperimentazione animale. Si tratta del mezzo più efficace per mirare ad una ricerca migliore, più etica e realmente al servizio della salute pubblica. In quanto cittadini e contribuenti, spetta a noi far sentire la nostra voce, affinché finalmente la sostituzione della sperimentazione animale diventi una realtà.

Grazie per la vostra attenzione.

## Stand pellicce - foie gras

Per il quarto anno consecutivo, la LSCV ha allestito, tra ottobre e dicembre, diversi stand informativi contro pellicce e foie gras nei cantoni di Ginevra, Vaud, Friburgo e Neuchâtel. Come negli anni precedenti, questi stand sono stati l'occasione per far degustare gratuitamente il Faux Gras di Gaïa, un'alternativa di origine vegetale al foie gras. Il 13 dicembre la LSCV è stata inoltre incaricata di organizzare una degustazione di Faux gras presso il ristorante "l'Ancienne Gare" a Friburgo che propone questo prodotto nel proprio menu. Durante la campagna sono stati consumati in totale più di 2300 scatole.



## Per una fiera Automnales senza pelliccia né foie gras

La campagna contro la fiera Automnales di Ginevra, iniziata nel 2016, è stata condotta anche quest'anno dal 2 all'11 novembre. Migliaia di volantini sono stati distribuiti per incitare il pubblico a non parteciparvi finché saranno proposti articoli, come pellicce e foie gras, la cui produzione è vietata in Svizzera in quanto causa di maltrattamenti di animali.

Siccome nel 2017 è stato riscontrato che tutte le etichettature delle pellicce vendute non erano conformi alla legislazione, la Lega ha effettuato un altro sopralluogo l'11 novembre. Ancora una



volta gli stand si trovavano in violazione della legge. La LSCV ha denunciato la situazione alla stampa e via radio, annunciando una denuncia contro la direzione della fiera e l'Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterineria (USAV). Quest'ultimo, volendo evitare un'azione penale, ha rapidamente proceduto al controllo dei negozi denunciati dalla LSCV, mentre in passato era solito non dare seguito alle denunce di questo tipo.



## Altri stand e manifestazioni LSCV



**3 febbraio** - Manifestazione a Thoune in occasione del mercato di caccia e pelliccia più grande della Svizzera, organizzato dalle associazioni Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, tier-im-fokus, Anti Fur League, International Marine Mammal Conservation Society Germany e.V. e la LSCV.



**17 febbraio** - Manifestazione a Berna in occasione della fiera della caccia e della pesca 2018 (Jagdmesse Fischen Jagen Schiessen 2018), organizzata dalle associazioni Aktivismus für Tierrechte, ATAZ, tier-im-fokus, Anti Fur League e la LSCV.

**Dal 16 al 18 febbraio** - Campagna di protesta telefonica e sulle reti sociali contro i negozi Escada affinché interrompano la vendita di pellicce.

**Dal 6 all'8 aprile** - Campagna di protesta telefonica presso i negozi PKZ nell'ambito della campagna "Wir wollen PKZ pelzfrei!".



**Dal 25 aprile al 2 maggio** - Distribuzione di volantini a Basilea davanti al Cirque Royal, ultimo circo ad esibire delle belve nei suoi spettacoli.



**1 e 2 giugno** - Stand LSCV al Festivalocal a Vevey (Vaud).



**16 giugno** - Stand LSCV al festival del rifugio "la Bouche qui rit" nel Valais.

**25 giugno** - Stand LSCV in occasione della marcia per la fine dello specismo, organizzata a Ginevra dall'associazione PEA.

**7 Luglio** - Stand LSCV in occasione dell'inaugurazione del rifugio didattico "la Colline aux lapins" a Neuchâtel.



**31 agosto e 1 settembre** - Stand LSCV all'Abyss Festival a Hauteville (Friburgo).



**28 e 29 settembre** - Stand LSCV al Crabcore Fest a Ginevra.



**13 ottobre** - Manifestazione a Zurigo "Das Schlachten beenden!" per la fine dello sfruttamento e della macellazione degli animali.

**Dal 21 al 24 dicembre** - Campagna di protesta telefonica presso i negozi PKZ nell'ambito della campagna "Wir wollen PKZ pelzfrei!".





## Scimmie sotto cocaina all'università di Friburgo

La LSCV ha deciso di intervenire dopo che l'autorità cantonale ha autorizzato alcuni ricercatori ad effettuare esperimenti sulle scimmie che implicano la somministrazione di cocaina. Stando alle informazioni raccolte, è emerso che diversi punti della richiesta dei ricercatori non erano conformi alle disposizioni legali; l'esperimento dunque non avrebbe dovuto essere autorizzato. Il 2 febbraio, la LSCV ha contattato innanzitutto il rettore dell'università per ottenere un'intervista. Non avendo ricevuto risposta, il 6 febbraio la lega ha lanciato la petizione "Scimmie sotto cocaina presso l'Università di Friburgo: stop immediatamente agli esperimenti!". Il 19 febbraio il rettore dell'università si è rifiutato di incontrarci per ricevere la petizione spiegando che gli esperimenti sulle scimmie "dovrebbero essere possibili rispettando un rigido quadro giuridico ed effettuando una ponderazione degli interessi". Il 22 febbraio le 19'000 firme, raccolte in soli 15 giorni, sono state depositate alla segreteria del Gran Consiglio friborghese. Durante la campagna la LSCV è stata contattata da diversi giornali quali La Liberté, 20 Minute e Le Matin Dimanche. Il 12 febbraio, la RTS ha realizzato un'intervista nei locali della LSCV per la trasmissione "Mise au point", diffusa il 18 febbraio. Altre interviste sono state fatte al momento della consegna della petizione e successivamente diffuse da RTS, la Télé e Radio Fribourg.

Il 12 e il 23 marzo, il rettore dell'università e il Consiglio di Stato di friburghese hanno rifiutato un'analisi dei punti controversi sollevati dalla nostra petizione, affermando che l'autorizzazione è avvenuta nel pieno rispetto delle regole. Il 19 luglio, la commissione delle petizioni ha archiviato a sua volta la nostra petizione con la stessa giustificazione anche se non è stata fatta alcuna analisi dei documenti contestati. Il 23 luglio abbiamo ricontattato la commissione facendole presente che non le sarebbe stato difficile controllare la conformità giuridica della procedura di

autorizzazione. Ulteriore risposta negativa da parte della commissione arrivata il 13 settembre. Il fascicolo è stato quindi definitivamente chiuso senza uno studio approfondito e la LSCV non ha potuto agire giuridicamente mediante una denuncia contro le autorità o l'università per costringerle a rendere pubblici i punti controversi.

## Ritorno dei cacciatori a Ginevra

Siccome il progetto del Consigliere di Stato Luc Barthassat, che vuole permettere ai cacciatori ginevrini di sparare agli animali, è ancora attuale, la LSCV si è mobilitata attivamente durante le elezioni del nuovo Consiglio di Stato ginevrino nell'aprile 2018. I militanti si sono dati un gran da fare nella distribuzione dei volantini che incitavano a non rieleggere questo consigliere. Inoltre animali-parlamento ha appositamente creato un sito internet per le elezioni ginevrine. Per fortuna il 6 maggio 2018 Luc Barthassat non è stato rieletto e il suo progetto di ritorno dei cacciatori è seppellito.

Restava il progetto di legge (PL12043A) ancora in sospeso. Depositato nel 2017 dal Parti libéral-radical (PRL), il progetto mirava all'eliminazione della commissione composta da due membri, rappresentanti della tutela degli animali e della natura, il cui compito era autorizzare o meno il Consiglio di Stato a reintrodurre la caccia.

Siccome il voto del PL era previsto in autunno, la LSCV e animali-parlamento si sono focalizzati sui deputati del Gran Consiglio che avrebbero potuto opporsi. Un video esplicativo è stato prodotto da animali-parlamento e diffuso su larga scala, a partire dal mese di settembre, attraverso le reti sociali. La maggioranza dei deputati era convinta che il PL sarebbe passato grazie alla maggiore rappresentanza della destra in Parlamento ma il 2 novembre con appena 45 voti (PS, Verdi, Ensemble à gauche e 5 PDC)

contro 42 (PLR, UDC, MCG, PDC) il PL è stato rifiutato. La LSCV era presente durante le votazioni e animali-parlamento ha intervistato i deputati simpatizzanti al termine della seduta.

Durante l'intera campagna, il Consigliere di Stato Antonio Hodgers (Verdi), successore di Luc Barthassat, non ha preso posizione mentre si era manifestamente dichiarato contrario al PL durante la campagna elettorale. Contattato rispettivamente il 16 settembre e il 16 ottobre, ci risponderà solo dopo il rifiuto del PL. Da bravo professionista della politica, ci ricorda che è facile adagiarsi su delle promesse elettorali.

Per quanto riguarda la querela penale sporta il 15 maggio 2018 da Luc Barthassat contro il Presidente della LSCV per denuncia mendace, diffamazione e calunnia, il ministero pubblico l'ha archiviata il 15 gennaio 2019.

## Progetto di iniziativa federale Stop all'importazione di prodotti ottenuti infliggendo sofferenze agli animali

Lanciato a fine 2017 da AAS e alcune eletti in Parlamento federale, il progetto di iniziativa ha visto l'adesione di una quindicina di organizzazioni per la tutela degli animali. Un primo incontro si è svolto a Berna, in occasione del quale sono stati fissati il budget e l'investimento finanziario delle organizzazioni partecipanti. Gli altri incontri, volti a definire il testo dell'iniziativa e le relative argomentazioni, hanno avuto luogo il 31 gennaio, il 20 febbraio e il 12 aprile. Le organizzazioni hanno nominato un comitato direttivo, composto anche da un socio della LSCV, che si è riunito il 2 maggio a Zurigo, successivamente a Berna il 22 e 29 maggio ed infine ancora una volta a Zurigo il 14 giugno. Sfortunatamente il progetto è stato sospeso a causa dei dissensi fra le diverse organizzazioni e della difficoltà nel trovare un accordo sul contenuto del testo dell'iniziativa. L'AAS si è quindi concentrata su un nuovo progetto e nel contempo ha esercitato pressioni su alcuni eletti in Parlamento federale affinché fosse depositata una nuova mozione, avente gli stessi obiettivi dell'iniziativa. Tale mozione è stata depositata il 14 dicembre 2018 insieme ad un nuovo testo di iniziativa, pronto ad essere lanciato rapidamente qualora la mozione dovesse essere respinta dal Parlamento.

## **animali-parlemento.ch**

La nostra piattaforma web, che censisce i voti degli eletti al Parlamento federale o nei cantoni nell'ambito della tutela degli animali, ha continuato le sue attività nel 2018. Athénaïs Python ha realizzato svariate interviste all'interno del Parlamento, caricate poi sul canale Youtube Animaux-Parlement.

Per la prima volta, animali-parlemento si è occupato anche delle elezioni cantonalì. In primo luogo, delle elezioni complementari del 4 marzo 2018 per il Consiglio di Stato del cantone di Friburgo. Un questionario sulla tutela degli animali è stato inviato ai candidati e sono state registrate quattro interviste.

In secondo luogo, delle elezioni per il rinnovo totale del Gran Consiglio ginevrino e dei 7 Consiglieri di Stato svoltesi nell'aprile 2018. La maggior parte dei 623 candidati ha ricevuto un questionario mentre sono stati realizzati 14 ritratti di candidati particolarmente impegnati nella causa animale, successivamente diffusi sulle reti sociali prima delle elezioni.

## **Presentazione agli eletti del movimento animalista**

A inizio 2018 nella Svizzera romanda è stato istituito un gruppo di lavoro che riunisce politici, militanti animalisti e delegati delle associazioni PEA, Co&xister, 269 Libération animale e la LSCV con lo scopo di presentare il movimento di liberazione animale e stabilire un dialogo con le autorità.

Un primo incontro si è svolto l'11 ottobre 2018 con Mauro Poggia, Consigliere di Stato ginevrino. Sono previsti ulteriori incontri con altre autorità cantonalì.

## **Friburgo - Librairie-café Happy Books**

Happy Books è stata aperta al pubblico dal giovedì al sabato a pranzo dagli inizi della sua attività fino all'ottobre 2016. A partire dall'aprile 2018, la libreria caffè ha esteso i suoi giorni e orari di apertura offrendo un servizio dal lunedì al sabato dalle 9 alle 19. La cucina calda continua ad essere proposta dalle 12 alle 14 ma durante l'intera giornata è possibile gustare pasticceria e altre ghiottonerie. L'obiettivo di Happy Books è ancora quello di proporre una cucina 100% vegana e nel contempo di offrire una scelta di libri sui diritti degli animali, l'etica, la medicina e la cucina vegana. Il posto può anche fungere da luogo di incontro per i militanti e da sede per conferenze impegnate.

Tra le varie attività che vi si sono svolte annoveriamo: il vernissage del libro «Désobéir avec amour» insieme alla sua autrice Virginia Markus del 21 settembre; la conferenza del 9 novembre di France Périat, portavoce degli animali; la conferenza del 22 novembre sulla disobbedienza civile.

Il 22 ottobre La Télé Fribourg è venuta a riprendere la realizzazione del menù di caccia...senza cacciagione! Rinominato "cacciatore a mani vuote", il menù a base di seitan e salsa mercantile al vino è stato preparato in diretta davanti alle telecamere.

Il 2 novembre la squadra dell'Happy Books è stata invitata a presentare gli obiettivi perseguiti dalla libreria LSCV durante una serata organizzata al Fri-Son dalla rete "les altruistes".

A novembre la libreria è stata inoltre messa a disposizione dell'associazione PEA per l'organizzazione del "mese vegan". Tra le attività proposte, diversi corsi di cucina e la conferenza "Capire le ragioni filosofiche del veganesimo, dall'etica alla politica" tenuta da Maudé Ouellette-Dubé, laureata in etica e filosofia politica presso l'Università di Friburgo.

## **Giornale LSCV, mailing e Newsletter**

Come ogni anno, i nostri soci sono stati informati delle azioni in corso tramite quattro edizioni annue del nostro giornale. Sono state inviate diverse Newsletter, a dipendenza dell'attualità dei cantoni. È possibile iscriversi tramite un formulario di contatto sul nostro sito internet.

## **Sito Internet [www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)**

A inizio anno è stato pubblicato il nostro nuovo sito internet, nelle tre versioni linguistiche francese, tedesco e italiano. Il sito, ora interamente in CMS, risulta più ergonomico e di facile uso per quanto riguarda gli aggiornamenti. In media registriamo 700 visite al giorno, di cui 2/3 provenienti dalla Svizzera.

## **Reti sociali**

La LSCV ha un profilo Twitter, Instagram e Facebook in francese e tedesco. I profili francofoni sono gestiti dai rappresentanti LSCV della Svizzera romanda mentre quelli tedesfoni dai rappresentanti della Svizzera tedesca.



## **Video LSCV News**

Nel 2018 sono stati realizzati e diffusi sul nostro canale Youtube circa quindici video LSCV News, principalmente per annunciare le manifestazioni o mostrare le immagini degli eventi. Sono state peraltro caricate online le cinque conferenze tenute il 16 novembre all'ONU nell'ambito del Globan ban, organizzate da OIPA, ATRA e LSCV.

## **Aiuto ai rifugi e campagna di castrazione**

Ogni anno la LSCV sostiene diversi rifugi o centri di cura per animali e finanza le campagne di castrazione e sterilizzazione dei gatti randagi. Nel 2018, l'importo complessivo dedicato a queste azioni è stato di CHF 48'653.- di cui CHF 17'884.- per le campagne di castrazione e la presa in carico delle spese veterinarie. Tutti questi aiuti vengono elargiti previo esame di ogni singolo caso ed approvazione da parte della maggioranza dei membri del Comitato nazionale. La maggior parte degli aiuti sono concessi a rifugi conosciuti da lunga data. Da diversi anni Suzann Karagöz si occupa anche della campagna di sterilizzazione e castrazione di gatti randagi del cantone di Ginevra. Gli animali sono castrati e marcati all'orecchio prima di essere nuovamente immessi nel luogo in cui sono stati catturati, e poi regolarmente nutriti. Oltre a Ginevra, gli aiuti concessi dalla Lega per le campagne di sterilizzazione riguardano principalmente i cantoni di Neuchâtel, Ticino e Vallese.



## **Conclusioni**

Anche quest'anno il sostegno dei nostri generosi soci e donatori ha reso possibili le tante azioni in favore degli animali. Vogliamo ringraziarli dal profondo del nostro cuore!

Luc Fournier, Presidente